



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Royaume du Maroc**

---

### **Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia**

#### **Rapport de supervision**

#### Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 10 au 30 septembre 2013  
Date du document: 18 novembre 2013  
No. du Projet: 1388  
No. du rapport: 3199-MA

Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
Département de la gestion des programmes



## Table des matières

Sigles et acronymes.....	ii
a. Introduction 1	
b. Vue d'ensemble de l'exécution du projet.....	
c. Produits et effets.....	
d. État d'avancement de l'exécution du PDRME.....	
e. Aspects fiduciaires.....	
f. Durabilité 19	
g. Impacts 20	
h. Autres 20	
i. Conclusions 21	

## Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la Province d'Errachidia et notes attribuées.....	23
Appendice 2: Cadre logique: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits.....	27
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA.....	41
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie.....	53
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement.....	57
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation.....	59
Appendice 8: Cadre des résultats du projet par rapport aux indicateurs du COSOP.....	61

## Sigles et acronymes

ADEREE	Agence de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique
AEP	Adduction d'eau potable
AGR	Activités génératrices de revenus
AMC	Association de microcrédit
ANAPEC	Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences
ANARBOM	Association nationale des arboriculteurs dans les zones de montagne
ANOC	Association nationale ovine et caprine
AT	Assistance technique
AUEA	Association des usagers d'eau agricole
BC	Bon de commande
BE	Bureau d'études
CCAG	Cahier des clauses administratives générales
CDER	Centre de développement des énergies renouvelables
CE	Crédits d'engagement
CES	Conservation des eaux et des sols
CMV	Centre de mise en valeur
CNP	Comité national de pilotage
CP	Crédits de paiement
CPA	Contrat-programme annuel
CPS	Cahier des prescriptions spéciales
CR	Commune rurale
DB	Direction du budget (Ministère de l'Economie et des Finances)
DIAEA	Direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole (MAPM)
DP	Direction du Projet
DPEFLCD	Direction provinciale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification
DPET	Direction provinciale de l'équipement et du transport
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DREFLCD	Direction régionale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification
ENA	Ecole nationale d'agriculture
FDR	Fonds de développement rural
FIDA	Fonds international de développement agricole
IGF	Inspection générale des finances
INDH	Initiative nationale pour le développement humain
INRA	Institut national de la recherche agronomique
MAPM	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime
MCA	Millennium Challenge Account
MCC	Millennium Challenge Corporation
MDH	Million de Dirhams
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MPER	Micro et petites entreprises rurales
ODECO	Office de développement de la coopération
ONEP	Office national de l'eau potable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONSSA	Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires
ORMVAT	Office régional de mise en valeur agricole du Tafilalet
PAGER	Programme d'alimentation groupée en eau dans le milieu rural
PAM	Plantes aromatiques et médicinales
PCD	Plan communal de développement
PDK	Plan de développement de Ksour
PDRME	Projet de développement rural des zones montagneuses de la province d'Errachidia
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PTBA	Programme de travail et budget annuels
PV	Procès-verbal
RE	Rapport d'évaluation
SE	Service de l'élevage

SER	Service de l'équipement rural
SFDA	Société de financement du développement agricole
SGRID	Service de gestion du réseau d'irrigation et de drainage
SIG	Système d'information géographique
SMOP	Service de mise en œuvre des projets
SPA	Service de la production agricole
SPP	Service de la planification et de la programmation
SVOP	Service de la vulgarisation et des organisations professionnelles
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
TdR	Termes de référence
UCP	Unité de coordination du projet

## **a. Introduction<sup>1</sup>**

1. Une mission de supervision du PDRME a été effectuée du 10 au 30 septembre 2013 par une équipe du FIDA. La mission avait pour objectifs notamment: i) d'évaluer l'état d'avancement de l'exécution du projet; ii) d'analyser les produits et les réalisations par composante et sous-composante; iii) d'analyser les contraintes du projet et de proposer des solutions pour les lever, iv) d'examiner les suites données aux recommandations de la mission de l'examen à mi-parcours, de suivi et d'audit du projet; v) d'apprécier la durabilité et les impacts des réalisations du projet; vi) d'identifier les mesures à prendre pour accélérer la mise en œuvre du projet durant la période restante avant son achèvement; vii) d'identifier les innovations du projet et les mesures prises pour leur diffusion; viii) d'examiner les aspects fiduciaires du projet; ix) d'élaborer les éléments d'une stratégie de sortie du projet et x) d'informer l'UCP sur les éléments à préparer pour le rapport d'auto évaluation à l'achèvement du projet.
2. La mission s'est déroulée du 10 au 18 septembre 2013 dans la zone du projet et du 19 au 30 septembre 2013 à Rabat. Des réunions ont été tenues avec le coordonnateur et les membres de l'UCP en présence des chefs et des cadres des services de l'Office régional de mise en valeur agricole du Tafilalet (ORMVATf) concernés par le projet<sup>2</sup>. Lors de ces réunions les membres de l'UCP ont fait une présentation sur l'état d'avancement du projet qui a été suivie par des discussions sur les résultats présentés. Le programme de la mission a ensuite été établi conjointement.
3. D'autres réunions et entretiens spécifiques ont été tenues les jours suivants avec les différents membres de l'UCP, les cadres et les agents des services techniques et certains partenaires dans la mise en œuvre du projet (la DPEFLCD et l'INDH de province de Midelt, etc.).
4. Des visites de terrain ont été effectuées dans les zones de la coordination de Rich (13 et 14 septembre) et de la coordination de Goulmima (16/09/2013). Au cours de ces tournées, la mission a pu s'entretenir avec les ingénieurs et les techniciens/ennes impliqués dans l'exécution du projet sur le terrain et elle a pu visiter quelques réalisations (séguis récemment revêtues, travaux de protection des infrastructures, plantations, unités de transformation (huileries, unité de traitement des PAM, concassage d'amandes), infrastructures d'élevage, sites de réhabilitation de parcours, fours améliorés et fours à gaz, centres d'alphabétisation, vitrines, etc.). La mission a saisi l'occasion aussi pour s'entretenir avec quelques représentants des bénéficiaires (AUEA, Association d'eau potable, Associations de développement, groupement d'éleveurs, coopératives et groupements féminins, etc.).
5. Une réunion de restitution a été tenue au siège de l'Office le 17 septembre 2013, en présence de l'équipe du projet et l'ensemble des services techniques de l'Office, au cours de laquelle les membres de la mission ont fait un exposé détaillé relatant les constats et les recommandations préliminaires de la mission. Une deuxième restitution a été tenue à Rabat le 30 septembre en présence du coordonnateur national, du point focal du FIDA, du coordonnateur du projet, des représentants de différentes directions du MAPM, du représentant du Ministère de l'Economie et des Finances et de la chargée de la gestion financière à la division du contrôleur et des services financiers du FIDA<sup>3</sup>.
6. La mission exprime toute sa reconnaissance et ses remerciements au Coordinateur du projet, aux membres de l'UCP, au personnel et aux chefs des services techniques de l'Office, au personnel du projet opérant sur le terrain et aux partenaires du projet pour l'accueil qu'ils ont réservé aux membres de la mission et leur entière collaboration tout au long de cette mission.
7. Le présent rapport présente les principales conclusions et recommandations de la mission.

---

<sup>1</sup> Composition de la mission: composée de Madame Khadija Bourarach, sociologue, spécialiste en développement communautaire, genre et entrepreneuriat féminin, chef de mission, de Monsieur Mohamed Laklalech, consultant spécialiste en organisation et gestion des projets et de Monsieur Ali Lansari consultant spécialiste en agronomie et arboriculture.

<sup>2</sup> Listes des personnes rencontrées en annexes.

<sup>3</sup> Madame Luisa Migliaccio.

## b. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

8. L'exécution du projet, dans son ensemble, peut être considérée comme **modérément satisfaisante (soit un score de 4)**, vu qu'elle a connu des améliorations assez importantes en termes d'organisation, de mobilisation et d'engagement des ressources humaines et financières, ce qui a engendré une accélération dans les réalisations physiques. Cependant, ces avancées sont restées en deçà des niveaux souhaités pour permettre de rattraper les retards accumulés pendant les premières années du lancement, et ce en raison des variations importantes enregistrées au niveau des réalisations entre composantes et sous-composantes. La situation des différentes composantes du projet est présentée dans ce qui suit.

9. **La composante renforcement des capacités** est relativement bien avancée. Les réalisations sont considérées globalement **satisfaisantes (soit un score de 5)** en termes de réalisation, mais des efforts sont à fournir au niveau de l'encadrement. Le taux de réalisation est de 78% par rapport aux prévisions. Il n'a pas connu de changements notables depuis la mission d'examen à mi-parcours, exception faite de l'évolution légère des bénéficiaires de microcrédits.

10. **Composante amélioration des conditions de vie et augmentation des revenus.** La situation d'exécution de cette composante est globalement **moyennement satisfaisante (Score de 4)** en fonction des sous-composantes. Ainsi, les situations de réalisation des sous-composantes de l'alimentation en eau potable, de la protection des terres et des infrastructures, du développement de la production végétale et celle de la production de l'élevage et des parcours sont jugées satisfaisantes. Le taux de réalisation approche les 80%. Le seul aspect qui reste à redresser est celui du renforcement des capacités des AUEA et des AUEP et les autres associations chargées de la gestion des ouvrages réalisés dans le cadre de ces sous-composantes. Par contre, les sous-composantes de développement de l'irrigation et promotion de l'économie de l'eau et celle du désenclavement demeurent à un état d'exécution « moyennement satisfaisant », leur taux de réalisation est respectivement de 75% de 50%. La première sous-composante a un rythme de réalisation lent et la deuxième est en stagnation.

11. **Composante diversification des revenus:** La situation d'exécution de cette composante est **moyennement satisfaisante (score de 4)**. Elle a connu des retards importants depuis le démarrage du projet. Cependant, et grâce aux efforts entrepris par l'UCP, des améliorations ont été enregistrées durant les années 2012 et 2013 par la création et /ou la consolidation de plus de 38 entreprises (soit 100%). Cependant, les micro-entreprises réalisées, nécessitent, pour la plupart, un renforcement en expertise pour un ou plusieurs maillons de leurs chaînes de production.

12. **Composante coordination et gestion du projet:** Cette composante peut être considérée comme **modérément satisfaisante (score de 4)** vu qu'elle a connu des améliorations en termes d'organisation et de gestion et de mobilisation des ressources financières. Cependant, des insuffisances sont relevées en ce qui concerne le développement des partenariats avec les différents partenaires du projet et les paiements et les décaissements (taux de décaissement du prêt du FIDA de 47%, en deçà du taux de 65% fixé pour fin juin 2013).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Intensifier l'encadrement des organisations (coopératives et associations) pour assurer l'appropriation des actions	UCP/SVOP/ORMVATf	A partir de Novembre 2013
Etablir un diagnostic et un plan de redressement et/ou de consolidation par micro-entreprise en donnant la priorité aux micro-entreprises pilotes ou celles pour lesquelles le projet s'est engagé avec d'autres partenaires. Des experts devront être engagés pour la réalisation de ces plans et l'accompagnement des porteurs des projets pour garantir le bon fonctionnement des micro-entreprises;	UCP/SVOP/INDH	Novembre 2013
Activer la réalisation des travaux et leur réception et paiement	UCP/Services techniques/SPP/Agence comptable	Début octobre et régulièrement
Améliorer les décaissements du projet	UCP/SPP/DB	Début octobre et régulièrement

## c. Produits et effets

### Composante 1: Renforcement des capacités locales

13. **Constats.** L'avancement de la composante renforcement des capacités est globalement **satisfaisant** (score de 5) en termes de réalisation, mais des efforts sont à fournir en matière d'encadrement. Les réalisations ont porté sur ce qui suit:

- **Activités de renforcement de capacités** à travers: i) une étude sur le fonctionnement des organisations de base lancée en 2008 et achevée; ii) la formation en approche participative des membres des organisations partenaires (des associations de développement local, des coopératives et des élus des communes rurales) en cinq sessions et leur sensibilisation pour assurer leur adhésion au projet et pour faciliter l'opération d'élaboration des plans de développement des ksour (réalisée en 2010); iii) la formation des membres des associations et des coopératives en techniques de gestion (409 personnes formées), d'autres formations sont prévues avant la fin de l'année en cours; iv) la mise à disposition de la direction du projet (DP) de 10 animatrices (dont le contrat est achevé actuellement) et d'un sociologue dans le cadre de contrats d'assistance technique; et v) l'élaboration d'un guide opérationnel d'élaboration des PDK par un bureau d'études (réalisé).
- **Elaboration et validation des PDK.** 135 PDK ont été élaborés et validés. Les données monographiques et les réalisations ont été intégrées dans un SIG. Par contre, celles des PDK ont été consolidées dans une application ACCESS. Les données traitées par cette application devraient être complétées par les noms des ksours par PDK, la population, la nature et la consistance des activités entreprises dans l'espace de chaque PDK, le nombre et la liste des bénéficiaires par activité, etc. Il est à rappeler que les PDK, avant même leur finalisation, ont servi pour la mise en œuvre des actions du projet et pour l'élaboration des plans de développement communaux lancés par la Province ainsi que pour le plan provincial.
- **Encadrement et organisation des bénéficiaires:** Les organisations continuent de souffrir de l'insuffisance dans le renforcement des capacités et ce, malgré les recommandations des missions antérieures. En effet, les associations et les coopératives existantes souffrent du manque de qualification en matière de gestion et de montage de projets et les actions réalisées ne sont pas suffisamment bien encadrées et suivies, excepté les anciennes organisations qui existaient avant le projet. Une volonté s'est manifestée en 2012 et 2013 pour redresser la situation, le sociologue semble avoir acquis de l'expérience et affiche une volonté et des efforts pour rattraper les insuffisances. Néanmoins, le contrat des animatrices s'est achevé et le relais sur le terrain n'existe plus. Ce dernier devra dresser un planning mensuel précis et augmentera les efforts de suivi et l'encadrement sous la supervision du coordinateur et l'appui des techniciens de terrain. Par ailleurs, le sociologue doit centraliser les actions entreprises par les différents services afin de mieux gérer la planification géographique et informer le coordonnateur en cas de chevauchement. Il faut éviter de travailler avec les mêmes groupements et coopératives ayant bénéficié des autres programmes/projets et élargir le nombre de bénéficiaires des organisations, notamment pour les micro-entreprises et les AGR.
- **La réalisation du programme d'alphabétisation** prévu par le projet a été confiée à l'association Akhiam dans le cadre d'une convention de partenariat. L'effectif global des bénéficiaires au 15 septembre 2013 est de 74% des prévisions. Les femmes en représentent 95%. Ces effectifs n'ont pas changé par rapport à ceux rapportés par la mission d'examen à mi-parcours. Le non-paiement de l'ONG Akhiam est la cause de l'arrêt de cette activité. En effet, la convention a été gérée par le SVOP actuellement rattaché à l'ONCA. La mission relève certaines insuffisances au niveau de la qualité de la formation mais note l'enthousiasme et l'adhésion des femmes qui demandent la prolongation des sessions de formation. En effet, lors des visites de terrain, il a été relevé que les femmes arrivent difficilement à écrire et à lire, ce qui explique leur intérêt pour la prolongation de la formation. Par ailleurs, les femmes bénéficiaires de cette activité ont bénéficié d'AGR (actions facilitatrices): distribution de: 18 fours à gaz, de 10 000 poussins, de semences maraîchères pour 265 bénéficiaires, de brebis D'man et de chèvres laitières pour 6 centres (6 coopératives ou associations). Certaines bénéficiaires ont été intégrées dans des organisations/coopératives/ PMER (PAM, artisanat, etc.). La forte adhésion et l'impact enregistrés pour les fours a poussé l'UCP à lancer des



micro-entreprises (boulangerie) pour des groupements et coopératives de femmes. Trois sont actuellement programmées.

- **Le manuel d'alphabétisation** a été élaboré et imprimé en 1200 exemplaires. Néanmoins, à la date de la mission, il n'a pas encore été distribué. La mission a apprécié la qualité de ce manuel et pense qu'il pourrait être multiplié et distribué à d'autres projets FIDA voire à d'autres partenaires qui agissent dans les zones des projets FIDA.
- **Formation des cadres et techniciens:** Il n'y a pas eu de formation depuis l'examen à mi-parcours. En accord avec la recommandation de la mission de supervision de 2011, le projet a chargé un prestataire afin de diagnostiquer le problème de l'absentéisme et le désintérêt des cadres vis-à-vis des formations/thèmes proposés. Les résultats et l'analyse du diagnostic entrepris n'a pas abouti aux attentes des cadres et les thèmes ressortis sont en grande majorité sans importance pour le projet et pour le renforcement des capacités des équipes responsables de la mise en œuvre. La mission suggère d'organiser une réunion avec l'ensemble des cadres afin d'examiner les thèmes (proposés par l'étude) et d'en retenir ceux qui présentent un intérêt. Par ailleurs, il faudra renforcer les voyages d'échanges dans d'autres régions. Pour 2013, 2 formations et 5 voyages d'échange sont prévus.
- **Microcrédit:** Malgré le retard enregistré au démarrage du projet, le développement du microcrédit a été lancé grâce à la convention conclue en 2012 avec ARDI. Cette convention prévoit la réalisation d'études du marché et d'adaptation des produits, la mise en place de cinq antennes; l'engagement de cinq conseillers/ères et de 10 agents de micro-finance à travers un prestataire de services, la formation des agents de crédit sur les nouvelles procédures et produits de crédit, la mise en œuvre du crédit dans les ksours et l'appui-conseil aux micro et petites entreprises. A la date de cette mission, 5 antennes sont fonctionnelles dans la zone du projet. Chaque antenne dispose de 2 agents de micro-finance et un conseiller en micro entreprise (soit au total 15 agents). Le projet établit le programme mensuel et assure le suivi de ces agents. Le bilan réalisé en septembre 2013 par l'UCP souligne que le crédit a bénéficié à 766 bénéficiaires (soit 19% par rapport au nombre prévu par le projet) dont 20% de femmes. Ce chiffre est très moyen car les adhésions au microcrédit ont évolué seulement de 233 adhérents, soit une cinquantaine de clients par antenne depuis la dernière mission (l'examen à la mi-parcours en décembre 2012). Le montant global distribué est de 3 711 000 DH. Le recouvrement est assez élevé. Il est de 84% à Assoul, 92% à Gourrama, 94% au niveau de deux antennes: Aghbalou N'Kardous et Ammougger et 98% à Imilchil.
- En termes d'activité, l'agriculture représente presque 76% des crédits octroyés, le commerce 5.75%, les services 11.71%, et les autres activités ont atteint 6.71% et seulement 0.48% pour l'artisanat. Ceci confirme que l'artisanat, malgré sa diversité, ne représente pas un secteur très investi par les populations.

14. Lors des visites de terrain, la mission a constaté que: i) les organisations ont besoin de davantage d'accompagnement et de formation, notamment technique, pour assurer la gestion et la durabilité des ouvrages; ii) les cours d'alphabétisation sont encore demandés. Il faudra en prévoir pour les groupes de femmes bénéficiaires des AGR et micro-entreprises; iii) les bénéficiaires, notamment les femmes, ne sont pas encore bien informés sur le microcrédit afin de compléter des équipements, moderniser ou tout simplement disposer d'un fonds de roulement pour activer leur AGR ou dynamiser leurs PMER. Les agents de crédit et les conseillers manquent d'expérience. Pour cela, la mission recommande les mesures regroupées dans le tableau ci après:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer l'encadrement et l'accompagnement des organisations professionnelles et communautaires en désignant des techniciens/iennes de l'ORMVAT pour cet encadrement en les encourageant avec des motivations concrètes (matérielles)	ORMVATf, UCP, AT	A partir d'octobre 2013 jusqu'à la fin du projet
Réaliser des formations techniques et des voyages, et rechercher des partenariats pour permettre aux communautés et groupes d'intérêt de s'approprier les actions (autonomisation),	UCP, AT	A partir de novembre 2013
Lancer une étude pour connaître le fonctionnement des organisations et leurs contraintes (préparation de la stratégie de sortie)	UCP, AT	Février 2013
Coordonner les missions afin de mieux harmoniser les actions et créer une synergie entre les composantes	ORMVATf, UCP, AT	A partir d'octobre 2013 jusqu'à la fin du projet
Examiner avec Akhiam la possibilité de prévoir une année supplémentaire d'alphabétisation pour les femmes qui n'ont pas réussi et celles qui en demandent et accorder la priorité aux membres des AGR et micro entreprises	UCP, ONG prestataire/Akhiam	En octobre 2013
Distribuer les manuels pour les groupements d'AGR et PMER actives et ayant suivi l'alphabétisation et aux futures adhérentes à cette activité;	UCP, ONG prestataire/Akhiam	A partir d'octobre 2013
Renforcer la formation, le suivi et la concertation avec les agents de la Fondation de microcrédit ARDI;	UCP, AT, ARDI	A partir de novembre 2013
Sensibiliser les populations sur le renforcement de leur micro-entreprises/besoins à travers le microcrédit (ex fonds de roulement, compléments d'équipement, etc.)	UCP, AT, ARDI	A partir de novembre 2013

## Composante 2: Amélioration des conditions de vie et augmentation des revenus

15. Cette composante comprend six sous-composantes: le désenclavement, l'adduction d'eau potable (AEP), le développement de l'irrigation et l'économie de l'eau, la protection des terres et des infrastructures, le développement de la production végétale et le développement de l'élevage. La situation d'exécution de cette composante s'est globalement améliorée par rapport à la situation observée lors de la mission d'examen à mi-parcours.

### Sous-composante désenclavement

16. L'appréciation par la mission de l'état d'exécution pour cette sous-composante est **«moyennement satisfaisant»** (soit un score de 4).

17. Il est à rappeler que cette sous-composante n'est pas financée sur le prêt du FIDA, mais par l'INDH, la DEPT et le FDR. Ainsi, le projet devait jouer le rôle de mobilisateur de fonds pour la construction de 60 km de pistes. Vingt kilomètres (Gourrama-Tiouzzaguine) ont déjà été financés et réalisés dans le cadre de l'INDH en 2010. A la mi-parcours, il restait la construction d'un reliquat de 40 km (tronçon El Borj-Idalouine de 14 km, tronçon Imilchil-Oulghazi de 20 km et tronçon Anfergal-Tazarine de 6 km). Les recommandations de la mission d'examen à mi-parcours (cf. appendice 3) prévoyaient la réception du tronçon El Borj-Idalouine de 14 km et la mobilisation des 36 MDH prévus pour les 26 km des 2 tronçons Imilchil-Oulghazi et Anfergal-Tazarine.

18. A la date de la présente mission, il n'y a pratiquement pas eu d'avancement par rapport à la mi-parcours. Le taux actuel de réalisation de la sous-composante est de 33% depuis 2010. Il est noté que le tronçon El Borj-Idalouine est en souffrance au niveau de 2 points: i) un tronçon de 900 m qui connaît un litige entre la Province de Midelt qui a installé les canaux d'eau potable du village Ait Yaâkoub au milieu de la chaussée et la population locale qui demande à déplacer ces canalisations vers le côté de la piste pour la faciliter leur entretien. Le service de l'équipement rural (SER) prévoit, en cas d'absence de solution, de réceptionner la piste sauf le tronçon litigieux; ii) sur le tronçon Ait Yaâkoub/Idalouine, la population demande le remplacement d'un radier prévu dans l'étude par un pont. Par ailleurs, lors de la visite sur le terrain, quelques affaissements des structures du tout-venant des accotements ont été observés suite aux dernières pluies. L'UCP et le SER prévoient la réception

de ce tronçon vers la fin septembre 2013. Pour les 2 derniers tronçons Imilchil-Oulghazi (20 km) et Anfergal-Tazarine (6 km), le projet a élaboré les CPS en incluant les recommandations de la mission d'examen à mi-parcours, notamment le choix d'une entreprise de classe 1, mais les 36 MDH pour les 20 km du tronçon Imilchil-Oulghazi prévus par la convention tripartite entre le MAPM, la Province de Midelt et les 5 communes rurales concernées, n'ont pas été débloqués, et aucune recherche de fonds supplémentaires n'a été évoquée pour les 6 km Anfergal-Tazarine. Les recommandations concernant cette sous-composante sont présentées ci-après:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Trouver une solution pour le tronçon de 900 m litigieux entre la Province de Midelt et les représentants du village d'Ait Yaâkoub et pour le choix radier/pont pour réceptionner d'un seul tenant le tronçon El Borj-Idalouine	UCP, SER	Octobre 2013
Faire vérifier par l'A.T., rapport à l'appui, les normes des matériaux des accotements et du revêtement et la qualité de réalisation des accotements	UCP, SER	Octobre 2013
Activer et déterminer le devenir des 36 MDH prévus pour les tronçons restants Imilchil-Oulghazi (20 km) et Anfergal-Tazarine (6 km)	Direction ORMVATf et UCP	Octobre 2013
Lancer la réalisation des 2 derniers tronçons Imilchil-Oulghazi et Anfergal-Tazarine	UCP, SER	Janvier 2014
Veiller au classement des pistes aménagées avant la réception définitive (coordonner avec la Province, la DPET et le Ministère de l'Équipement et des transports)	Direction de l'ORMVATf et DPET	A partir de novembre 2013

### Sous-composante adduction en eau potable

19. En ce qui concerne l'eau potable, l'appréciation par la mission de l'état d'exécution est «satisfaisant» (soit un score de 5). En effet, après les retards de mobilisation des fonds observés au démarrage du projet, la mission a constaté avec satisfaction que la réalisation de cette sous-composante a déjà démarré dans le cadre du programme de l'INDH. Sur les 23 localités programmées par le projet, 15 localités ont été déjà alimentées. En plus de ces 23 localités, d'autres localités ont été alimentées dans le cadre d'autres programmes. Il s'agit essentiellement de: i) l'alimentation de 7 douars de la commune de Ait Hani (Province de Tinghir) dans le cadre du programme de l'INDH/Tinghir; ii) sur le Programme de l'ONEP, l'alimentation du centre d'Imilchil et de 4 douars limitrophes (Commune d'Imilchil) et le démarrage de l'alimentation du centre d'Amouguer et de 4 douars limitrophes. Par ailleurs, l'ONG Akhiam appuie l'alimentation de certains douars et centres à travers des fonds de l'USAID (ex. Outarbate dont le projet est en cours).

20. Les principaux constats de la mission sont: i) Les systèmes d'adduction d'eau potable (SAEP) des localités concernées sont gérés par des associations d'usagers qui ont pu s'auto-organiser et démarrer l'exploitation de ces systèmes en s'inspirant des anciennes associations qui les ont précédées. Cependant, les entretiens et l'examen de la tarification appliquée chez l'association visitée ainsi que la relation et la gestion de la distribution (facturation, recouvrement, etc.) souligne un besoin de renforcement des capacités dans ce sens (technique et gestion de la distribution) afin d'assurer la durabilité. Lors de la réunion avec l'INDH de Midelt, cette question de la formation des associations gestionnaires des SAEP a été abordée. Il a été convenu d'examiner la possibilité de faire des formations pour les associations des projets achevés par le PDRME pour l'année 2013 et que l'INDH prenne en charge les formations pour les localités restantes en 2014; ii) l'UCP ne dispose pas de la liste des localités et du nombre de ménages qui ont été alimentés à cette date. Les principales recommandations pour cette sous-composante sont présentées ci-après:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Coordonner avec l'INDH afin d'organiser des formations pour les gestionnaires des SAEP;	ORMVATf/ SER, UCP, AT	A partir d'octobre 2013 jusqu'à la fin du projet
Etablir la liste des localités et le nombre de ménages alimentés par intervenant	ORMVATf/ SER,UCP, AT	En novembre 2013

## Sous-composante développement de l'irrigation et promotion de l'économie de l'eau

21. L'appréciation par la mission de l'état d'exécution pour cette sous-composante est **«moyennement satisfaisant»** (soit un score de 4).

22. L'avancement des réalisations physiques prévues par les réajustements de la mission d'examen à mi-parcours sont, pour cette sous composante, comme suit: khetaras 1400 ml sur 1300 ml prévus (116%), séguias: 50 km sur 72,6 prévus (69%), ouvrages de dérivation: 70%, et sources: 3 sur 7 prévues (43%). Il est à noter que, mis à part les réalisations sur les khetaras, l'avancement est resté timide par rapport à la mission d'examen à mi-parcours.

23. Les sorties sur le terrain ont permis de constater que la qualité des ouvrages visités est bonne et que, conformément aux recommandations de la mission d'examen à mi-parcours, le tronçon défectueux de la séguia de Ait Yaâkoub est en train d'être refait. Les parties actuellement refaites sont de bonne qualité. Par ailleurs, le projet a renforcé le suivi des chantiers par 1 ingénieur et 1 technicien de l'Office et par une assistance technique supplémentaire. Aussi, et conformément aux recommandations de la mission d'examen à mi-parcours, la conception des séguias nouvellement réalisées a inclus des innovations pour permettre le contrôle des débits d'eau à la parcelle dans le but de réduire les gaspillages, et ce pour les périmètres où les agriculteurs ont accepté le principe. Par ailleurs, les séguias construites ont permis, dans le cas de la séguia de Tamajialt à Aghbalou Nkardous, d'augmenter de 3 fois le débit d'eau et de 1/4 les superficies maraîchères irriguées.

24. Au niveau de la formation des AUEA, sur les 80 prévues, le projet a créé 20 nouvelles associations et assuré la formation de 2 AUEA auparavant formées, et ce durant la période entre la mission d'examen à mi-parcours et la présente mission de supervision. Ainsi, un total de 68 AUEA (85% des prévisions) ont été créées dont 48 ont reçu les formations prévues.

25. Pour ce qui est des essais goutte à goutte et des filets para-grêle, la mission note avec satisfaction et conformément aux recommandations de la mission d'examen à mi-parcours; i) l'utilisation des parcelles de démonstration déjà en place comme plate-forme de démonstration pour les formations en cours sur l'irrigation localisée à la parcelle et pour les visites d'agriculteurs aux systèmes de goutte à goutte et aux filets para-grêle installés; et ii) l'adaptation des nouvelles installations de goutte à goutte au système de cultures associées arboriculture/cultures annuelles. A la date de la mission, le projet n'a encore réalisé aucune autre parcelle de démonstration en plus des 11 réalisées à la mi-parcours sur les 18 ha prévus en goutte à goutte et filets para-grêle. Toutefois, les études pour les 7 parcelles restantes sont réalisées et les marchés pour la réalisation des travaux sont prévus d'être lancés avant fin 2013. Les recommandations de la mission sont regroupées dans le tableau suivant:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Inciter les AUEA à élaborer un programme d'entretien des séguias et bassins de stockage d'eau	UCP, SER	A partir d'octobre 2013
Mettre en place une unité de contrôle des entretiens par les AUEA des réseaux d'irrigation	UCP, SER	A partir d'octobre 2013 et action continue
Corriger le positionnement de certaines vannes d'arrêt dans les séguias en construction conformément aux CPS	UCP, SER	A partir d'octobre 2013 et action
Corriger les erreurs sur les gaines dans les systèmes goutte à goutte installés dans des parcelles de démonstration associant arboriculture et cultures annuelles	UCP, SER	A partir d'octobre 2013 et action
Activer les réalisations pour atteindre les objectifs des engagements de 2013	UCP, SER	D'octobre à décembre 2013
Prévoir dans le PTBA 2014 les quantités non programmées mais prévues par le projet des corrections des ravins et protections biologiques	Direction de l'ORMVATf et UCP	Janvier 2014

### Sous-composante protection des terres et des infrastructures

26. L'appréciation par la mission de l'état d'exécution de cette sous-composante est «satisfaisant» (soit un score de 5). Cette activité a progressé de plus de 20% par rapport à la mission d'examen à mi-parcours pour les murs de protection des berges et les stabilisations biologiques. Il est aussi à remarquer que les faibles taux de réalisation de 52% pour les corrections des ravins sont expliquées par le fait que les réajustements de la mi-parcours ont fait passer les quantités de 15 000 m<sup>3</sup> initialement prévus à 31 335 m<sup>3</sup>, moyennant l'allocation de fonds supplémentaires. A la date de la mission d'examen à mi-parcours et avant réajustement, les quantités initialement prévues par le projet pour les corrections des ravins ont été déjà dépassées (16 335 m<sup>3</sup> contre 15 000 m<sup>3</sup> prévus). La mission a noté la bonne qualité des ouvrages réalisés et le bon suivi par l'assistance technique. et par les services de l'ORMVATf. Les orages et pluies qui ont eu lieu lors des sorties sur le terrain ont donné l'occasion de constater l'utilité de ces ouvrages protégeant les berges et les terres cultivées des eaux de crues. Les plantations biologiques le long des berges sont bien localisées et présentent de bons taux de réussite. Les recommandations relatives à cette sous composante sont résumées ci-après:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Allocation des fonds nécessaires pour les quantités non programmées mais prévues par le projet pour la correction des ravins et la protection biologique	Direction de l'ORMVATf et UCP	Janvier 2014
Organisation de séances de sensibilisation des bénéficiaires sur l'importance et l'entretien des ouvrages et plantations de protection des terres	UCP, SER, SVOP	A partir d'octobre 2013

### Sous-composante développement de la production végétale

27. L'appréciation par la mission de l'état d'exécution de la sous-composante développement de la production végétale est «satisfaisant» (soit un score de 5).

28. Depuis la mission d'examen à mi-parcours, l'avancement observé dans cette sous-composante est de 100% pour les plants arboricoles. Les marchés pour l'acquisition des plants de différentes espèces ont été engagés, sauf le marché pour la fourniture de 150 000 plants d'amandier qui a été infructueux. L'UCP prévoit de relancer l'appel d'offres ce mois-ci. Après engagement du marché de fourniture de plants d'amandier, le taux de réalisation de l'action développement de l'arboriculture sera de 120%. Il est à noter que les plants acquis dans le cadre de ces marchés sont actuellement encore en pépinière. Leur distribution aux agriculteurs et leur mise en terre ne seront réalisées qu'entre janvier et février 2014, période favorable à la plantation. Concernant le safran, 22,5 T de bulbes ont été acquis et sont en train d'être distribués aux agriculteurs. Ce qui permettra au projet d'atteindre 111% des superficies prévues en safranières (13,38 ha au lieu de 12 ha prévus par le projet).

29. La mission constate avec satisfaction la bonne qualité des plants fruitiers et des bulbes de safran distribués cette année, conformément aux recommandations de la mission d'examen à mi-parcours relatives à l'amélioration des normes des plants et des bulbes dans les CPS. La conséquence en était les bons taux de reprise des plantations de pommier de cette année qui sont autour de 97% pour les parcelles visitées dans les différentes zones du projet. Suite à la visite des safranières pour s'enquérir du comportement du safran dans les différentes zones du projet, la mission reconfirme sa recommandation de continuer le développement du safran dans les zones de haute altitude (Outerbate, Imilchil, Assoul) et de ne plus distribuer les bulbes dans les zones de plus basse altitude telles Kerrandou.

30. Depuis la mission d'examen à mi-parcours qui a réajusté les sessions de formation des agriculteurs et fils d'agriculteurs de 45 initialement prévues à 76, 32 sessions de formation d'agriculteurs et fils d'agriculteurs ont été réalisées. Ainsi, le nombre total de sessions réalisées à cette date est de 89 pour un taux de réalisation de 117%. Il est à noter que les marchés de formation étant déjà engagés, il est prévu encore la réalisation de 42 sessions d'ici fin 2013 et début 2014. Par ailleurs, la mission note avec satisfaction le renforcement des démonstrations pratiques dans les

contenus des formations techniques et l'utilisation des essais de démonstration goutte à goutte comme support pédagogique pour les démonstrations sur le terrain du pilotage de l'irrigation et de la fertigation.

31. Les visites aux micro-entreprises de transformation ont montré que: i) les personnes responsables des aspects techniques ont des insuffisances majeures dans les procédures de transformation (cas de l'unité de séchage de prunes et de l'unité de jus et vinaigre de pommes) ou dans l'utilisation des équipements et matériels fournis (cas des sécateurs pneumatiques et des filtres d'huile de l'unité de trituration Tifaout). Une assistance et une formation techniques sont nécessaires dans ces cas pour assurer le bon fonctionnement, la rentabilité et la durabilité des unités.

32. Les activités prévues dans le cadre de la convention avec l'INRA ont concerné différents essais de comportements variétaux et d'itinéraires techniques sur les céréales, légumineuses, cultures fourragères, safran, amandier et figuier. Les rapports des essais remis à la mission par l'UCP sont ceux de la campagne 2011/2012. Ces rapports sont très sommaires et ne font pas ressortir les aspects frappants qui pourraient faire l'objet de transfert de technologie. Les points faibles de cette convention sont: i) un décalage important entre la réalisation des essais et la remise des rapports annuels; ii) l'absence dans les rapports des résultats majeurs qui devraient faire l'objet de transfert de technologie aux agriculteurs; iii) le suivi aléatoire et irrégulier des essais par l'INRA pour une collecte de données consistante et significative; iv) le manque de visibilité sur les résultats des essais de la campagne 2013 et les programmes des essais 2014.

33. La mise en œuvre des essais de conduite technique des espèces arboricoles sur 49 sites n'a pas encore été engagée. La mission réitère la recommandation de sélectionner un Bureau d'Etudes compétent pour réaliser cette action. La mission a proposé d'élaborer une fiche contenant les critères nécessaires pour la sélection du meilleur Bureau d'Etudes. Un appel d'offres doit être lancé avant décembre 2013. La mission propose que les essais concernent la réalisation d'un itinéraire technique simple basé sur les bonnes pratiques agricoles pour les espèces olivier, pommier, amandier, prunier, et cerisier avec répétitions (sites) dans les différentes zones de production des espèces considérées.

34. La mise en œuvre de la sous-composante production végétale peut être résumée en deux aspects fondamentaux; i) l'extension des superficies arboricoles par les distributions de plants fruitiers; et ii) l'amélioration du savoir et du savoir-faire des agriculteurs à travers les formations, les essais et parcelles de démonstration et le transfert de technologie de l'INRA. Sur la base des réalisations atteintes par les actions de la sous-composante, les recommandations proposées sont résumées dans le tableau ci-après:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Recrutement d'une A.T. pour la mise en œuvre des essais de conduite technique arboricoles	UCP, SPA, SVOP	Immédiatement
Impulsion de la convention avec l'INRA pour la mise en place, le suivi rigoureux et l'identification des résultats majeurs des essais pour leur transfert aux agriculteurs	Direction de l'ORMVATf, UCP, SVOP	A partir d'octobre 2013
Programmer les voyages d'études des agriculteurs et les orienter vers des visites de petites exploitations modèles de pommier, amandier et prunier	UCP, SVOP	A partir d'octobre 2013
Réserver une partie des voyages d'étude des agriculteurs aux responsables techniques des micro-entreprises de transformation à de courts séjours de stage dans de grandes unités de transformation	UCP, SVOP	A partir d'octobre 2013

### Sous-composante développement de l'élevage et des parcours

35. L'état d'exécution de cette sous-composante est satisfaisant (soit un score de 5). En effet, les niveaux de réalisation de la sous-composante sont dans l'ensemble satisfaisants et des résultats ont été enregistrés en matière d'intégration des actions et ce, grâce aux efforts entrepris par le service de l'élevage et le spécialiste-matière. Cependant, il est nécessaire d'améliorer la coordination avec les

autres services et de renforcer les capacités des organisations. Globalement, la composante est à 85% de réalisation. Les principales réalisations sont comme suit:

- **Les actions d'infrastructure d'élevage** ont atteint des niveaux de réalisation dépassant les objectifs du projet (116% pour les points d'eau, 175% pour les bains antiparasitaires et 100% pour les abris anti-neige). La qualité des réalisations est très moyenne et les listes des usagers, même indicatives, ne sont pas disponibles, ce qui risque de se répercuter négativement sur la maintenance et la durabilité de ces infrastructures. Ceci est lié à une insuffisance d'encadrement et de suivi des bénéficiaires.
- **Les actions de démonstration de bonnes pratiques d'élevage en partenariat avec l'INRA.** Dans le cadre de démonstration de bonnes pratiques, 310 ha de plantations de démonstration de bonnes pratiques ont été réalisées (soit 45%) sur les 685 ha prévus. Les plantations comprennent, 120 ha de cactus (20 ha en 2012) et 100 ha (en 2013 en cours), le romarin pour 62 ha (dont 12 ha pour la coopérative PAM et 50 ha pour démonstration de réhabilitation des parcours). Quant à la fertilisation des pelouses, elle concerne 90 ha. Par ailleurs, 60 ha de romarin seront programmés en 2014. Même si ces activités ont accusé du retard et que les superficies réalisées ne dépassent guère 45% par rapport aux prévisions de l'examen à mi-parcours, les plantations réalisées à la date de la mission constituent une très bonne démonstration avec une réussite très satisfaisante, notamment pour le romarin. En effet, la mission a visité des plantations de cactus et de romarin. Celles-ci constituent un bon exemple de démonstration de bonnes pratiques. Ces plantations ont été cédées à des associations/coopératives et sont relativement bien gardées. Cette réussite a augmenté l'adhésion des populations à ce type d'actions très important pour la réhabilitation des parcours. La mission souligne l'impact positif de ces actions démonstratives sur la productivité des parcours et surtout l'intérêt des éleveurs qui ont formulé des demandes pour l'extension de ce type d'actions.
- **Le programme de promotion de partenariats pour une gestion améliorée des écosystèmes forestiers.** Il concerne particulièrement: i) l'engagement d'une convention de partenariat avec la DPEFLCD pour un programme de plantation de bois-énergie qui a connu des retards. Il est prévu, la plantation en 2013 de 100 ha (dont 50 ha par la DPEFLCD de Midelt); ii) l'installation de l'unité de valorisation des PAM (financée par le don du FIDA) gérée par une coopérative féminine regroupant 63 femmes, la construction des locaux de l'unité et son équipement en matériel de distillation nécessaire. Cette coopérative continue à connaître des difficultés liées au non octroi, à ce jour, de l'autorisation d'exploitation des terrains forestiers et collectifs nécessaires. Cependant, le bureau de la coopérative a pu réaliser une production en huiles essentielles grâce à l'achat de la matière première de certains exploitants de la zone. A cette date, aucune des trois solutions proposées lors de l'examen à mi-parcours n'a été concrétisée. D'après les discussions tenues avec les différentes parties: projet, INDH et DPEFLCD, deux options sont en cours de concrétisation: a) une première parcelle forestière d'environ 300 ha sera mise à la disposition de la coopérative grâce à une caution qui sera payée par l'INDH. Pour cela, le dossier technique préparé par la DPEFLCD est prêt, il manque la liste des bénéficiaires. Des difficultés ont été rencontrées à ce niveau et une liste ne contenant que les ayants droit est en cours d'élaboration pour validation avec les associations locales; b) dans le cadre d'une convention spécifique, le projet reboisera un terrain de 40 ha en romarin comme caution, et la DPEFLCD élaborera l'étude et appuiera le dossier auprès du HCEFLCD pour l'obtention d'un terrain de 500 ha pour exploitation; iii) le partenariat avec l'ADEREE a permis l'élaboration des deux fours prototypes. Ils ont été rétrocédés à deux associations et ont permis de réduire la consommation de bois notamment chez un des deux groupements. Cependant, compte tenu de leur coût élevé (environ 50.000 DH) et conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision, la multiplication de ces prototypes a été suspendue. L'opération de la distribution des fours a continué en distribuant 130 fours individuels améliorés dont une dizaine ont été reçus à titre de don du HCEFLCD. Par ailleurs, le projet a financé également des fours à gaz (suite aux résultats obtenus par le SVOP qui a distribué ce type de fours financés sur d'autres fonds). Dans ce sens, 90 fours collectifs<sup>4</sup> ont été acquis mais la distribution attend le choix des sites et des groupes qui vont les recevoir. La distribution des fours collectifs a été décidée suite aux bons résultats obtenus par ce type de fours dont l'utilisation a évolué vers une AGR (fabrication et

---

<sup>4</sup> Le SVOP a également distribué des fours à gaz collectifs et individuels.

vente de pain); iv) l'organisation de 4 journées de sensibilisation des bénéficiaires, v) l'engagement d'une convention de partenariat avec l'institut national des plantes aromatiques et médicinales (INPAM) de Taounate qui a permis d'assister l'ORMVATf en matière de valorisation de ces plantes. N'ayant pas été payée par l'Office, L'INPAM a suspendu ses activités dans le cadre de cette convention.

- **Développement de l'élevage.** Les réalisations en matière d'actions de développement de l'élevage sont satisfaisantes et ont porté sur: i) l'engagement d'une convention de partenariat avec l'ANOC pour la constitution de 4 groupements (3 groupements constitués et un quatrième en cours de constitution). Le paquet d'actions habituelles de la démarche de l'ANOC a été réalisé aux profits de 483 éleveurs notamment: les formations, les journées de sensibilisation, l'organisation, les voyages d'études, les campagnes de vaccination. Le dernier (quatrième) groupement compte 140 adhérents dont 65 membres sont des éleveurs de D'man et 85 sont des transhumants; ii) l'amélioration de la productivité des élevages ovins à travers la distribution de 15 béliers au cours de l'année 2013 en plus de ce qui a été distribué antérieurement (58 béliers, soit 45% des prévisions); d'autres acquisitions de béliers D'man sont prévues en 2014 spécialement pour un groupement de femmes. Ce type d'actions, qui est bien apprécié par la population à cause des résultats satisfaisants engendrés, a connu parfois des cas d'échec à cause de la qualité des brebis achetées, du nombre de brebis distribuées par femme n'assurant pas la viabilité requise du projet par bénéficiaire et de l'insuffisance du suivi et de l'encadrement. Les femmes rencontrées lors des visites de terrain demandent des formations en parallèle avec ces distributions; et iii) l'amélioration génétique bovine à travers la rétrocession de 5 géniteurs bovins à cinq associations dont une s'est appropriée l'opération et continue à réformer et renouveler le géniteur sur les propres frais des bénéficiaires. Cette opération répond à une demande locale de plus en plus croissante des membres de la coopérative mais également des éleveurs des localités avoisinantes; iv) l'organisation de 5 concours depuis le début du projet sur les 12 prévus (soit 41%).
- **Le programme de renforcement de la santé animale** a été marqué par: i) le traitement durant les années 2009 et 2010 de 3000 ruches contre la varroase des abeilles et le traitement de 3000 autres est programmé pour 2013, soit 6000 sur les 17 445 prévues par le projet (soit 35%). Ce programme rencontre des difficultés de mise en œuvre après la création de l'ONSSA et la séparation du service vétérinaire de l'ORMVATf.; et ii) le traitement contre les parasites internes et la vaccination contre les entérotoxémies d'environ 290 000 têtes ovines de la zone du projet durant les années 2009, 2010 et 2012 sur le budget de l'office.
- **Les actions de formation** ont porté sur la réalisation de six sessions de formation réalisées pour les cadres et techniciens sur les 10 prévues (soit 60%).
- **Les actions d'appui à la micro-entreprise** ont connu des niveaux de réalisation assez satisfaisants. Sur les 21 coopératives apicoles prévues, 8 ont bénéficié d'un appui du projet à travers la distribution de ruches pleines et vides et de matériel d'extraction et 18 coopératives regroupant 380 femmes ont bénéficié de 650 brebis D'man, de 50 chèvres et de 10 boucs.

36. Les principales contraintes rencontrées au niveau de la mise en œuvre de la sous-composante développement de l'élevage et des parcours sont comme suit: i) difficulté de faire adhérer les bénéficiaires et de trouver des terrains pour les démonstrations d'amélioration pastorale, ce qui explique les faibles superficies réalisées et le retard enregistré; cependant, la situation est en cours d'être changée, car les démonstrations réalisées ont réussi; ii) retard dans la mise en œuvre de certaines conventions de partenariat avec la DPEFLCD, l'INRA et l'INPAM, ce qui s'est traduit par des retards dans la mise en œuvre des actions, de plus, le partenariat avec l'INPAM a été suspendu à cause de non-paiement; iii) coût plus élevé pour certaines actions d'amélioration pastorale compte tenu du caractère démonstratif de ces actions; le projet a réalisé des plantations en plus des aménagements, ce qui s'est traduit par une réduction des superficies à aménager; iv) l'insuffisance de formation en amont (en apiculture par exemple) et l'insuffisance du suivi et de l'encadrement de certaines actions, principalement de la création des micro-entreprises en raison de la faible coordination entre la DP, le SVOP responsable de la composante micro-entreprise, et le service de l'élevage, ce qui s'est répercuté négativement sur l'efficacité et la durabilité de ces actions. Bien que les actions de l'ANOC soient bien appréciées et demandées par les éleveurs, le service de l'élevage



suggère l'engagement d'une évaluation des opérations effectuées par l'ANOC. Afin d'améliorer l'efficacité de la sous-composante, la mission recommande ce qui suit:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mieux gérer la distribution des fours collectifs et individuels et activer la réalisation du programme de bois énergie comme convenu avec la DPEFLCD	UCP/SE/SVOP	A partir d'octobre 2013
Continuer l'opération de distribution des béliers en incluant l'acquisition des béliers D'man pour la distribution aux femmes et faire un suivi et une évaluation des actions menées par l'ANOC	UCP/SE/SVOP	A partir de novembre 2013
Sensibiliser les éleveurs sur l'insémination artificielle dans les zones où celle-ci s'y prête et encourager ceux qui veulent maintenir le géniteur à travers des formations appropriées	UCP/SE/SVOP	A partir d'octobre 2013
Engager le programme de traitement de la varroase le plus rapidement possible (car c'est la période) et privilégier les petits apiculteurs et les groupements de femmes	UCP/SE	A partir de novembre 2013
Valoriser les efforts accomplis dans la filière apicole par l'installation d'une miellerie pour un groupement de coopératives parmi les plus performantes et assurer la formation technique pour celles ayant des difficultés	UCP/SE/SVOP	A partir d'octobre 2013

### Composante 3: Diversification des revenus

37. La situation d'exécution de cette composante est **moyennement satisfaisante (score 4)**. Elle a connu des retards importants depuis le démarrage du projet. Cependant, et grâce aux efforts entrepris par l'UCP, des améliorations ont été enregistrées durant les années 2012 et 2013 par la création et/ou la consolidation de plus de 38 entreprises (soit 100% par rapport au nombre revu par la mission d'examen à mi-parcours). Cependant, les visites sur le terrain ont souligné la fragilité et les contraintes que connaissent ces micro-entreprises. Dans ce sens, une réunion élargie a été tenue avec les responsables de l'ORMVATf chargés de la composante micro-entreprise, les spécialistes-matières et le sociologue de l'AT. Lors de cette réunion, les difficultés rencontrées ont été examinées, principalement les problèmes des études de faisabilité des projets de micro-entreprises, de fonctionnement de certaines micro-entreprises ainsi que leur encadrement et suivi. Les principales réalisations pour cette composante sont détaillées dans ce qui suit:

- les études relatives aux potentialités et contraintes des micro-entreprises et d'identification des créneaux porteurs, d'une part, et l'identification des sites des vitrines d'exposition des produits, d'autre part, ont été réalisées;
- le rapport de la deuxième étape de l'étude des filières, qui a été engagée avec l'ENA, a été récemment remis et il est en cours d'examen par l'UCP;
- des sessions de formation ont été organisées au profit de 58 cadres et techniciens et de 134 jeunes ruraux;
- des actions d'accompagnement et d'appui aux micro-entreprises ont été réalisées à travers l'organisation de journées de sensibilisation (67 journées au profit de 3134 personnes), l'élaboration d'outils d'appui (supports de communication, documents comptables, fiche d'identité des MPER, guide d'accompagnement), l'organisation de 47 ateliers avec les porteurs d'idées de projet, le traitement et le classement des dossiers de 1 220 porteurs d'idées de projet;
- 4 vitrines d'exposition des produits ont été construites (dont une en cours) sur les 5 prévues (soit 80%). Cependant, en dehors d'une vitrine (Tamatoucht), le fonctionnement des vitrines reste occasionnel selon la disponibilité des produits et les manifestations organisées autour du site de la vitrine. La construction de la vitrine d'Imilchil est de mauvaise qualité et la signalisation manque pour toutes les vitrines;
- 5 coopératives artisanales ont été créées et ont bénéficié des équipements et de la matière première, mais les coopératives connaissent certaines difficultés de fonctionnement,

notamment en ce qui concerne la qualité des produits et leur commercialisation ainsi que l'indisponibilité de fonds de roulement;

- 2 unités de concassage des amandes ont été installées. Ces unités assurent surtout le service du concassage et ne sont fonctionnelles que partiellement (deux mois/an et à temps partiel) à cause de l'insuffisance de la production d'amandes des agriculteurs membres de la coopérative. Cette contrainte peut être levée par l'amélioration de la productivité des amandes par le biais de l'amélioration des techniques culturales et de l'extension des superficies sur les parcelles disponibles, mais aussi par le concassage des productions des zones avoisinantes;
- une unité démonstrative de séchage et d'ensachage de prunes a été installée. Elle vient juste de démarrer (septembre 2013). La mission a assisté au démarrage et a constaté les difficultés techniques rencontrées par les membres de la coopérative. En effet, l'unité a été acquise sans prendre les dispositions préalables nécessaires, telles que la mobilisation d'une assistance technique, la formation des bénéficiaires et la réalisation d'une étude de faisabilité;
- 5 unités de trituration, dont 3 sont programmées et adjudgées en 2013, ont été réalisées en plus de la réhabilitation et de la modernisation de 3 Mâssras traditionnelles. Ces unités seront concurrencées par l'installation en cours de la grande unité de trituration financée par le MCA;
- 8 coopératives apicoles ont été renforcées sur les 21 prévues (soit 40%), à travers la distribution de ruches avec le matériel d'accompagnement nécessaire. Ce type d'actions a connu aussi des difficultés de gestion liées à l'absence de formation en amont alors que certains bénéficiaires n'ont jamais pratiqué l'apiculture;
- les projets de micro-entreprises touristiques ont connu des retards, mais la liste des bénéficiaires a été établie par l'INDH, suite à l'intervention du Gouverneur. Lors de la réunion avec l'INDH, il a été convenu que le projet contribue au redressement des gîtes/auberges et à la formation du personnel de ces structures à travers les fonds communautaires;
- les démonstrations d'engraissement et d'hygiène n'ont pas encore été engagées, alors que les besoins ont été exprimés par les bénéficiaires.

38. La mission a tenu deux réunions afin de trouver des solutions aux difficultés rencontrées: une avec la division de l'action sociale (DAS) de la province de Midelt et la deuxième avec la DPEFLCD de Midelt. Lors de ces réunions, l'ensemble des aspects concernant les domaines de collaboration ont été examinés. Concernant les micro-entreprises, il a été demandé à la DAS d'unir les efforts avec le projet pour consolider et/ou redresser les micro-entreprises existantes. Dans ce sens, la mission a suggéré qu'il y ait des plans de consolidation et/ou redressement par micro-entreprise à réaliser par des spécialistes, afin de définir les maillons à renforcer dans les chaînes de production. Quant à la mobilisation des experts, le projet assurera ceux des micro-entreprises du secteur agricole et l'INDH assurera ceux des autres secteurs (ceci est possible grâce à l'appui du Gouverneur, en mobilisant les autres services techniques dans le suivi des micro-entreprises non agricoles). Une réunion a été fixée, en présence de la mission, entre le coordonnateur et le responsable de l'INDH pour faire un plan d'action et partager les tâches. Avec la DPEFLCD, l'accent a été mis sur le fonctionnement de l'unité PAM. Le DPEFLCD de Midelt s'est engagé à apporter l'appui nécessaire en ce qui concerne l'élaboration du dossier technique pour la mise à la disposition de la coopérative des lots de terrain forestier nécessaires à la coopérative pour le bon fonctionnement de son unité.

39. Les principales contraintes entravant le développement des PMER concernent: i) les retards dans l'élaboration des études (filières, faisabilité), dans l'encadrement des porteurs de micro-entreprises et dans la formation pour la maîtrise des aspects et des processus techniques; ii) l'insuffisance de l'accompagnement des porteurs de projets. L'ORMVATf a redéployé un cadre pour remplacer l'AT mais ce dernier n'a pas d'expérience, de plus, il continue à travailler sur d'autres dossiers; iii) le retard dans la mobilisation des financements nécessaires pour la consolidation et la formation des bénéficiaires; iii) problèmes d'accès aux financements (micro crédit et Tamwil Al Fallah), et ce malgré la convention avec ARDI; il faut souligner que très peu de bénéficiaires optent pour le microcrédit à cause de son taux d'intérêt élevé; iv) l'insuffisance du suivi et de l'accompagnement des projets de micro-entreprises mis en œuvre; v) l'insuffisance de coordination et le chevauchement des actions similaires dans les mêmes espaces géographiques engendrant une compétition qui risque de nuire à la durabilité. vi) le dimensionnement des micro-entreprises ne prend pas en considération un

minimum de rentabilité et les besoins du marché. Compte tenu du délai restant avant l'achèvement du projet d'une part et étant donné la complexité du processus de mise en œuvre des micro-entreprises d'autre part, qui nécessite des études, des diagnostics, des plans d'action, des équipes qualifiées et un accompagnement rapproché et régulier, la mission souligne la nécessité de redoubler d'effort pour redresser et/ou consolider les micro-entreprises déjà mises en place ou en cours et recommande les mesures d'accompagnement suivantes:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faire un diagnostic et un plan de redressement et de consolidation pour les micro-entreprises en donnant la priorité aux micro-entreprises pilotes ou celles pour lesquelles le projet s'est engagé avec d'autres partenaires ex. les gîtes, l'unité de transformation des pommes (jus et vinaigre)	UCP/INDH/SVOP	Novembre 2013
Engager un programme de formation-action pour l'appui et la consolidation de tous les maillons de la chaîne de production, notamment les aspects de valorisation, de commercialisation et de marketing	UCP/SVOP	Décembre 2013
Prioriser et sélectionner les micro-entreprises à financer par les fonds communautaires sur la base de critères d'éligibilité	UCP	Octobre 2013
Suivre et encourager la mobilisation des financements des partenaires, notamment l'INDH	UCP/INDH/SVOP	Octobre 2013
Engager les spécialistes selon les besoins (transformation des pommes, artisanat, réhabilitation des gîtes, séchages des prunes, etc.).	UCP/INDH/SVOP	Novembre 2013
Elaborer un business plan pour la gestion des vitrines d'exposition des produits de terroir, former les adhérents (surtout les membres de la fédération) sur la commercialisation et le marketing	UCP/SVOP	Novembre 2013
Prévoir la réhabilitation de la vitrine de d'Imilchil, mettre la signalisation pour toutes les vitrines sur les axes routiers les plus proches et réaliser des films sur les produits des micro entreprises de la zone qui permettront la promotion de ces produits	SER/UCP	A partir de Novembre 2013
Ne pas augmenter le nombre des micro-entreprises d'artisanat et aider à la diversification des produits	UCP	Novembre 2013
Accélérer l'évaluation des gîtes proposés par l'INDH et l'affectation des budgets selon un plan d'action pour gîtes à réhabiliter	UCP	Octobre 2013
Etudier la possibilité d'améliorer la production d'amandes (adoption de techniques de production, extension, achat ou sous-traitance de concassage des productions des agriculteurs des zones avoisinantes)	SPA/UCP/SVOP	A partir d'octobre 2013
Renforcer l'encadrement et la formation pour la gestion et la maintenance des projets micro-entreprises	SER/UCP	Novembre 2013
Engager des conventions de partenariat avec des associations dans le cadre de la circulaire du Premier ministre pour l'appui aux organisations professionnelles.	UCP	Novembre 2013

#### d. État d'avancement de l'exécution du PDRME

40. **Organisation et gestion.** La performance de gestion du projet peut être considérée comme **modérément satisfaisante (soit un score de 4)** vu les améliorations enregistrées en termes de mobilisation des ressources financières, d'engagement des dépenses, de mobilisation des ressources humaines et de réalisation de certaines composantes et sous-composantes, cependant l'organisation et la gestion restent affectées par l'insuffisance de la coordination avec les partenaires extérieurs et le retard dans la réalisation de certaines sous-composantes et dans les paiements et les décaissements.

41. En effet, et conformément aux recommandations de la mission d'examen à mi-parcours, et pour pallier aux insuffisances de la coordination relevées, l'ORMVATf a institué par décision N°1063/SAF/BP, une sous-commission locale rattachée à l'UCP pour renforcer les structures de coordination et de gestion existantes à savoir les comités de pilotage central et provincial et les commissions locales des PMVB. Cette structure qui est composée d'un coordonnateur et de 6 cadres

représentant les différents services de l'ORMVATf se réunit chaque vendredi pour assurer le suivi de la réalisation des actions du projet et assurer la coordination requise.

42. Les comités de pilotage provincial et central créés dans le cadre du projet ont tenu leurs réunions annuelles respectivement le 3/1/2013 et le 11/2/2013. Les commissions locales de mise en valeur se réunissent selon les besoins pour traiter les problématiques posées dans leurs communes concernées. L'unité de coordination du projet qui regroupe les responsables des différents services de l'ORMVATf se réunit mensuellement et l'unité restreinte permanente rattachée à l'UCP se réunit chaque vendredi pour coordonner et suivre la réalisation des actions du projet.

43. La mobilisation de ces différentes structures a permis une meilleure coordination entre les services du projet. Cependant, et en dépit des recommandations de la mission d'examen à mi-parcours et des efforts entrepris par l'ORMVATf au niveau des comités central et provincial, la coordination avec les autres partenaires (les délégations du Tourisme et de l'artisanat), reste défailante en raison du non établissement des conventions de partenariat.

44. La gestion du projet est assurée au niveau de l'ORMVATf par l'UCP, la sous-commission locale, et les différents services concernés, chacun dans le domaine le concernant. En effet, en plus de l'UCP et de la sous-commission locale qui assurent la programmation, le suivi des réalisations et la coordination du projet, la gestion technique des actions du projet est assurée par les services techniques (service de l'équipement rural, service de la production agricole, service de la vulgarisation et du partenariat et service de l'élevage) et la gestion financière est assurée par le service de la programmation et le service du matériel. Globalement, les différents services disposent des ressources qualifiées nécessaires, exception faite pour ce qui concerne les aspects de la microfinance et micro entreprise et du développement social.

45. Pour remédier à ces insuffisances, le projet avait prévu la mobilisation d'un sociologue, d'un spécialiste en microfinance et d'un spécialiste en micro entreprises qui ont été engagés dans le cadre d'un contrat d'assistance technique. Dernièrement, les deux spécialistes en microfinance et micro entreprise ont démissionné sans remettre leurs rapports d'activité. L'ORMVATf doit exiger du bureau d'études concerné la remise des rapports avant le paiement des prestations réalisées. Par ailleurs, et pour pallier à ce déficit pour la composante micro entreprise, l'ORMVATf a affecté à la sous-commission locale deux nouveaux cadres.

46. En dépit de ces efforts, et pour faire face aux besoins en compétences qualifiées pour la sous-composante micro-entreprise, la mission recommande de remplacer les spécialistes de longue durée qui ont démissionné par une assistance technique de courte durée mais qui doit disposer de la qualification et de l'expérience requises dans les domaines de la valorisation et de la commercialisation.

47. Au niveau des deux coordinations concernées (Rich et Goulmima), les dix animatrices engagées dans le cadre d'un contrat d'assistance technique ont achevé leur contrat et le travail de terrain est actuellement réalisé par le personnel des deux coordinations.

48. Concernant la programmation des activités du projet, l'ORMVATf a établi la première version du PTBA 2013 dans les délais; cependant, sa validation par le FIDA n'a pu être faite qu'en début 2013 après de nombreux échanges de correspondances et ce pour permettre l'intégration des recommandations de la mission d'examen à mi-parcours. En ce qui concerne le PTBA 2014, il n'est pas encore élaboré et l'ORMVATf devra activer sa préparation et sa transmission au FIDA.

49. Par ailleurs, et pour ce qui concerne les moyens de fonctionnement, l'ORMVATf dispose des moyens matériels nécessaires (véhicules, matériel informatique, mobilier de bureau) et des moyens de fonctionnement (carburants, fournitures, etc.). Cependant, les indemnités de déplacement posent certains problèmes vu qu'elles sont attribuées d'une manière forfaitaire sans prendre en considération les sorties réelles et le travail fait par l'équipe du projet.

50. Les recommandations relatives à l'organisation et gestion du projet sont comme suit:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Activer l'engagement des conventions de partenariat avec les partenaires concernés (DPEFLCD, INDH, Artisanat et Tourisme) pour assurer la mise en œuvre des actions et la relève une fois le projet achevé	ORMVATf/DPEFLCD/INDH/ Délégations de l'artisanat et du tourisme	Fin Octobre 2013
Engager une assistance technique pour la mobilisation de spécialistes en valorisation et commercialisation	ORMVATf/Sous-commission	Fin Novembre 2013
Activer la réalisation des actions du projet à travers un suivi rapproché des entreprises et des BE	ORMVATf/Sous-commission et services techniques	A partir du 15/9/2013 et régulièrement
Motiver l'équipe du projet à travers l'attribution des indemnités de déplacement selon les moyens prévus par le projet et les sorties réalisées	La Direction de l'ORMVATf	A partir du mois d'octobre

## Suivi-évaluation

51. **Etat d'avancement:** Globalement, les données de SE sont consolidées: pour les aspects financiers, par le bureau de SE et pour les aspects physiques par le coordonnateur du projet. Les études de référence et d'impacts à mi-parcours ont été réalisées. L'étude des impacts de l'achèvement du projet sera lancée en octobre 2013, les résultats seront disponibles vers juin -juillet 2014. le SIG est mis en place mais n'intègre pas toutes les données des PDK. Pour ces dernières, une application sur ACCESS a été développée mais doit être complétée par certains paramètres (nombre de Ksour par PDK, nombre de bénéficiaires, etc.).

52. Le SYGRI comporte certaines incohérences entre le nombre de ménages et le nombre de bénéficiaires. La mission a tenu une séance de travail avec le responsable du SYGRI au niveau du projet pour apporter les corrections nécessaires. La mission a constaté que les différents services ne transmettent pas le nombre des bénéficiaires des actions collectives: séguia, pistes, aménagements anti-érosifs, SAEP, abris anti-neige, bains anti-parasitaire, etc. Dans ce sens, la mission a demandé à tous les intervenants dans la mise en œuvre de communiquer les listes des bénéficiaires afin que le responsable du SYGRI puisse finaliser la matrice de suivi.

53. A la date de la mission, l'application intranet est prête mais non opérationnelle faute de communication des données de différents services et d'informaticien dédié, même à temps partiel, à cette tâche. Il en va de même pour KariatNet qui n'a jamais été opérationnelle par manque de collecte d'informations à mettre en réseau.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Opérationnaliser l'application intranet par la communication des données des différents services et affecter un informaticien dédié, même à temps partiel, à cette tâche	ORMVATf/ UCP	A partir de fin Octobre 2013
Communiquer les listes et le nombre des bénéficiaires des actions collectives au responsable du SYGRI	ORMVATf/ UCP	A partir de fin Octobre 2013
Dynamiser la communication et la circulation de l'information entre les différents services afin d'alimenter l'intranet, de permettre aux responsables du SE et du SYGRI de disposer de données	ORMVATf/UCP	A partir d'octobre 2013

## e. Aspects fiduciaires

54. **Gestion financière.** La gestion financière est globalement considérée comme **modérément satisfaisante** (score 4) compte tenu d'une part des améliorations enregistrées en termes de mobilisation des ressources financières et d'engagement des dépenses, d'autre part de la persistance de certaines insuffisances qui concernent les décaissements, la comptabilité du projet, les procédures de passation de marchés et l'audit.

55. En effet, grâce aux recommandations de la mission d'examen à mi-parcours et aux efforts entrepris par l'ORMVATf et le MAPM, les crédits mis à la disposition de l'office ont atteint au 31/8/2013 un montant de 226,23 millions de dh sur les 229,89 millions prévus, soit 98% et les

engagements ont atteint 182,7 millions de dh, soit 79% des crédits prévus. Cependant, les ordonnancements et les paiements, sont restés insuffisants par rapport aux prévisions, ils ont atteint respectivement 116,19 millions de dh et 107,9 millions de dh, soit respectivement 50% et 47% des crédits prévus.

56. En matière de gestion financière, la mission souligne les améliorations apportées par la Direction du Projet et qui ont porté sur: i) la tenue à jour des situations financières, ii) l'élaboration des registres des contrats; iii) l'établissement des registres d'engagement et de paiement qui sont individualisés dans l'application de gestion financière de l'ORMVATf et qui peuvent être exploités régulièrement; iv) l'archivage des dossiers avec la mise en place de sous-dossiers dans les dossiers des marchés, ce qui permet une meilleure classification des différentes pièces des marchés et une facilité d'exploitation; et v) le suivi de la gestion du patrimoine à travers l'identification du patrimoine du projet par le biais d'une clé qui a été intégrée dans l'application de gestion du patrimoine de l'ORMVATf.

57. Toutefois, et en dépit de ces améliorations, des insuffisances persistent malgré les recommandations des missions du FIDA et de l'audit. Ces insuffisances concernent principalement: i) la comptabilité du projet qui n'est pas individualisée; d'une part les crédits ne sont pas regroupés dans le même chapitre (séparation entre les crédits d'investissement et les crédits de fonctionnement du projet) et d'autre part, l'engagement des dépenses est toujours assuré par plusieurs services (service de la planification et de la programmation pour ce qui concerne la gestion des marchés, service du matériel pour les bons de commande et conventions et service administratif et financier pour ce qui concerne les indemnités de déplacement); ii) la gestion des stocks et du patrimoine du projet reste non individualisée malgré son identification au niveau de l'application de l'ORMVATf; et iii) l'archivage n'est pas tenu à jour malgré la mise en place de sous-dossiers.

58. **Décaissements.** Les décaissements sont considérés comme **modérément insatisfaisants** (soit un score de 3). Les retraits de fonds se font sur la base des états certifiés de dépenses selon les seuils fixés dans la lettre à l'emprunteur. Les demandes de décaissement, les relevés de dépenses et les pièces justificatives sont adressées à la Direction du Budget au Ministère de l'Economie et des Finances qui établit les demandes de remboursement et les transmet au FIDA. Le suivi des décaissements est assuré par le responsable du suivi-évaluation relevant de l'UCP grâce à une application informatique sous Excel et d'un registre des marchés. Le responsable n'arrive pas à tenir à jour la situation des décaissements vu qu'il ne reçoit pas les situations des dépenses traitées ni de la part de la Direction du Budget ni du FIDA et ce en dépit des recommandations de la mission d'examen à mi-parcours. La mission a, grâce aux situations fournies par le FIDA et la DB, pu actualiser avec le responsable du SE la situation des décaissements.

59. L'examen des relevés de dépenses, des feuilles récapitulatives des demandes et des situations des décaissements a permis de relever certaines insuffisances qui sont les suivantes:

- les seuils pour l'utilisation des relevés des dépenses ne sont pas toujours respectés, il existe certaines dépenses dont les montants dépassent le seuil et sont traitées à travers les relevés de dépenses (exemple: D1D du M95/11 catégorie 4c dont le montant est de 500000 dh et D1D du M96/11 catégorie 4c dont le montant est de 385000 dh);
- l'existence de quelques erreurs dont les catégories des dépenses (le M131/11 et M139/11 devraient être décaissés sur 4c au lieu de la catégorie 3, le M17/12 devrait être décaissé sur la catégorie 4c au lieu de 5a et les BC 5043/09, 5212/10, 5419/11 et 5507/11 devaient être décaissés sur 4c au lieu de 4b. L'ORMVATf devra saisir la Direction du budget qui devra elle-même demander au FIDA de procéder à la correction des demandes de décaissement concernées;
- le décaissement en double sur la catégorie 4c d'une dépense de 96.000 dh relative au décompte N1 du marché 93/10 qui a été transmise en double par l'ORMVATf dans les demandes 11 et 13 (correspondant aux demandes n° 13 et 16 de la DB). Pour assainir la situation de cette dépense, la Direction du Budget s'est engagée à saisir le FIDA pour demander la déduction du montant de cette dépense sur la prochaine demande qui concernera la catégorie 4c;

- le non décaissement par le FIDA de trois dépenses d'un montant de 1.028.557,28 Dh (part du FIDA) transmises dans la demande N° 15 (D1 du M77/09 d'un montant de 249,350 Dh, D1D du M/101/11 d'un montant de 291.707,28 dh et D1D du M/75/11 d'un montant de 487.500 dh); et
- le décaissement en plus d'un montant de 48.000 dh sur la catégorie 4b (N° de référence du FIDA WA13) sans l'existence de dépense correspondante.

60. En ce qui concerne la situation des décaissements du prêt et en dépit des efforts entrepris par l'ORMVATf, à travers l'amélioration des paiements et la transmission régulière des demandes de décaissement, l'objectif que s'est fixé le projet de 65% à fin juin lors de la mission d'examen à mi-parcours, reste loin d'être atteint. Le montant décaissé sur le prêt au 31/8/2013 a atteint 71.282.101,8 Dh, soit l'équivalent de 5.540.729,14 DTS, ce qui ne dépasse pas 46,37% du montant du prêt (11.950.000 DTS). Ce taux devra connaître une sensible amélioration pour atteindre environ 56,27% une fois les dépenses en instance, d'un montant de 15.233.905,4 Dh, décaissées (6.827.532,12 Dh, en cours de traitement à la Direction du Budget, 7.377.816 dh à l'ORMVATf et 1.028.557,28 au FIDA).

61. Concernant le don, la situation est satisfaisante et le montant décaissé a atteint 3.156.455,94 DH, soit l'équivalent de 242.103,26 DTS, ce qui correspond à 75% du montant du don (325.000 DTS). Globalement, pour le prêt et le don, le total décaissé a atteint 74.438.557,8 dh, soit 5.782.832,4 DTS, ce qui représente 47,11% du montant total du prêt et du don.

62. Par ailleurs, l'analyse de la situation prévisionnelle des décaissements par catégorie, sur la base des engagements totaux et des crédits mis en place, montre l'existence d'un risque de dépassement des fonds alloués pour certaines catégories. En effet, le tableau 5D en appendice montre que pour les catégories 1 et 5a les crédits engagés dépassent les crédits prévus respectivement avec 113% et 170%. Ces dépassements sont plus importants pour les crédits mis en place, ils sont de 127% pour la catégorie 1, de 140% pour la catégorie 4a, de 200% pour la catégorie 4b, de 180% pour la catégorie 4c et de 170% pour la catégorie 5a. Pour atténuer les risques de dépassement, la mission a examiné avec la DP les priorités du projet et les possibilités de réajustement des fonds mis en place. La DP a insisté sur la nécessité de maintenir le programme prévu et a souligné sa prédisposition à prendre en charge sur la contribution du gouvernement les dépassements qui peuvent en résulter.

63. Pour optimiser les dépenses et les décaissements et réduire les dépassements, la mission recommande ce qui suit: i) accorder la priorité en matière d'engagement aux actions prioritaires qui permettent l'achèvement du programme physique prévu; ii) procéder à des virement entre lignes budgétaires pour équilibrer entre catégories (1.200.000 dh de la catégorie 4c à la catégorie 3 et 3.000.000 dh de la 4c à 5b); iii) réserver les crédits non alloués aux catégories qui ont enregistré des dépassements dans la limite du programme physique prévu par le RE.

64. **Fonds de contrepartie.** Le fonds de contrepartie **est moyennement satisfaisant** (soit un score de 4). En effet, Au 31/8/2013, le montant de la contrepartie du gouvernement engagé, (constitué de certains investissements, des taxes et des moyens de fonctionnement) a atteint 35,21 millions de Dh, soit l'équivalent de 4,28 millions d'USD et de 2,79 millions de DTS), ce qui représente 56% du montant total de la contrepartie prévue par le rapport d'évaluation. Cette faiblesse apparente de la contribution du gouvernement dans le projet, est d'une part expliquée par les économies faite par l'ORMVATf dans les dépenses de fonctionnement et d'autre part compensée par les dépenses prises en charge par le gouvernement pour le financement des pistes, de l'AEP et des AGR à travers la contribution de certains partenaires (INDH et ONEP) et le fonds de développement rural.

65. **Respect des accords de prêt.** Globalement l'ensemble des dispositions de l'accord de financement sont satisfaites (score 5). En effet, les audits sont effectués et le PTBA préparés et transmis régulièrement au FIDA. Comme stipulé dans l'accord de financement, la TVA et les autres taxes sont prises en charge par le gouvernement. Cependant, les rapports semestriels d'activité ne sont pas toujours transmis au FIDA en dépit des recommandations des missions du FIDA.

66. **Passation des marchés.** La conformité aux règles de passation des marchés est considérée comme **modérément satisfaisante** (soit un score de 4). En effet, l'examen par la mission d'un échantillon de marchés engagés en 2012 et 2013 a permis de relever que, globalement, le mode de passation des marchés est bien respecté, mais il y a lieu de souligner l'existence de certaines insuffisances d'ordre administratif qui sont les suivantes: i) l'élimination de certaines offres basses pour les appels d'offres de l'année 2012 sans demander des justifications, mais cette pratique a été évitée en 2013; ii) l'inexistence de pièces justifiant l'enregistrement des marchés; iii) l'inexistence de polices d'assurance pour certains marchés engagés; et iv) l'inexistence dans les dossiers des marchés des études et de l'AT des rapports justifiant la réalisation des prestations.

67. Concernant les recommandations des dernières missions du FIDA, la mission souligne que des améliorations ont été enregistrées mais des efforts doivent être poursuivis pour remédier aux insuffisances ci-dessus.

68. **Audit.** L'audit est considéré comme **moyennement satisfaisant** (soit un score de 4), vu que l'audit pour l'année 2012 a été réalisé par l'IGF dans les délais prescrits et que le rapport a été transmis au FIDA. Le rapport d'audit a conclu que: i) la comptabilité du projet est fiable; ii) les états financiers reflètent fidèlement les opérations réalisées; iii) les procédures de passation de marchés respectent les directives du FIDA et; iv) les relevés certifiés de dépenses portent sur des dépenses autorisées. Cependant, ledit rapport a soulevé certaines observations qui portent sur: i) l'efficacité du contrôle interne qui reste limitée; ii) la non tenue d'une comptabilité propre au projet; et iii) l'existence d'insuffisances au niveau de la concurrence et des procédures de passations des marchés.

69. La mission apprécie la qualité du rapport d'audit et confirme les observations soulevées mais elle souligne la persistance de certaines insuffisances, en dépit des recommandations du FIDA et de l'audit, notamment en ce qui concerne: i) la tenue d'une comptabilité individualisée pour le projet; ii) la nécessité de fournir trois opinions distinctes sur les états financiers avec leur intégration dans le rapport, sur les ECD et sur la situation du compte spécial; iii) la non présentation de la situation des décaissements par catégorie et par source de financement; et iv) la non identification de certaines erreurs au niveau des décaissements (erreurs dans les catégories et décaissement en double). Les principales recommandations de la mission relatives à la gestion financières sont comme suit:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Activer l'engagement des crédits disponibles	ORMVATf/SC/UCP/SPP	A partir du 20/9/2013
Débloquer l'engagement et le paiement des dépenses relatives à la vulgarisation	MAPM/MEF	A partir du 20/9/2013
Activer la réalisation des marchés en cours et leur paiement	ORMVATf/SC/UCP/SPP	A partir du 20/9/2013
Activer le traitement et la transmission des demandes de décaissement	ORMVATf/DB/FIDA	A partir du 20/9/2013
Assainir la situation des décaissements ayant fait l'objet d'erreurs de catégories de dépenses et des décaissements en double	ORMVATf/DB/FIDA	A partir du 20/9/2013
Procéder à des virements entre lignes et catégories pour respecter les montants prévus pour chaque catégorie de dépenses	ORMVATf/SC/UCP/SPP	A partir du 20/9/2013
Renforcer l'audit interne	ORMVATf	A partir de début Octobre 2013
Saisir l'IGF pour l'intégration des états financiers au rapport d'audit et la formulation des appréciations des auditeurs sur ces états.	DB	Avant fin mai 2013
Assurer la rigueur dans la procédure administrative de passation des marchés	ORMVATf/SC/UCP/SPP	A partir du début d'octobre 2013
Mettre à jour les dossiers des marchés	ORMVATf/SPP	Fin octobre 2013

## f. Durabilité

70. La mission a évalué la durabilité du projet comme étant **moyennement satisfaisante** (soit un score de 4). En effet, cette durabilité est variable selon les types d'actions réalisées: i) pour les



actions menées par l'ANOC, la durabilité technique et institutionnelle est satisfaisante; ii) en ce qui concerne la construction des ouvrages de dérivation et de protection des terres et des infrastructures, la qualité technique des réalisations confère à ces derniers une meilleure stabilité. La durabilité des pistes et des réalisations pour l'irrigation (séguías, khetaras, sources, goutte à goutte, filets para-grêle), malgré leur bonne qualité, reste tributaire de leur entretien par les bénéficiaires à travers leurs organisations sociales. En effet, sur le plan institutionnel, la durabilité est incertaine car les organisations en charge (AUEA, AUEP, associations et coopératives) ne sont pas en mesure de gérer durablement ces réalisations. Des actions de renforcement de capacités sont indispensables. Quant aux pistes, la durabilité est garantie à travers l'engagement des communes rurales à en assurer l'entretien. La durabilité des plantations fruitières n'est pas à risque car ces spéculations occupent une place non négligeable dans les activités socio-économiques de l'agriculteur. En outre, ces spéculations font partie des chaînes de valeur que le MAPM vise à développer dans le cadre du PMV. La durabilité de la culture du safran, spéculation nouvellement introduite par le projet, reste tributaire de la réussite de l'insertion des producteurs dans un circuit de commercialisation organisé de la filière. Les défaillances techniques des agriculteurs et agricultrices dans les micro-entreprises de transformation (pruneau, jus et vinaigre de pomme, extraits de romarin), mettent à risque la durabilité de ces unités si un accompagnement approprié d'urgence n'est pas engagé (voir composante micro-entreprises). Sur le plan environnemental, l'ensemble des ouvrages et plantations de protection des terres et des infrastructures, des ouvrages d'irrigation œuvrent dans le sens de la protection de l'environnement. La sauvegarde des terres agricoles contre l'érosion provoquée par les crues et les pluies dans les vallées de la zone du projet et leur maintien par l'extension des cultures arboricoles contribuent à la préservation de l'équilibre fragile de l'environnement de la zone du projet. Une gestion raisonnée des pesticides et des engrais sur le pommier est nécessaire via le transfert de savoir et de savoir-faire aux producteurs pour minimiser le risque de contamination et de pollution des sols et des nappes phréatiques.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer la capacité des organisations désignées pour prendre en charge la gestion des ouvrages	ORMVATf/UCP/SVOP	A partir de novembre 2013

## g. Impacts

71. Etant donné que la réalisation des actions a pris du retard, les impacts commencent à peine à être ressentis, notamment au niveau de l'amélioration des conditions de vie (pistes, AEP) et de l'amélioration des revenus à travers les AGR, les groupements ANOC, l'apiculture, les pistes et la PMH. Certains agriculteurs ont obtenu des revenus appréciables à partir de la culture du safran, même si les superficies restent encore limitées. Les principaux résultats de l'étude d'impact réalisée par le projet à la mi-parcours soulignent que: i) 96% des personnes enquêtées déclarent avoir bénéficié d'au moins une action; ii) 87% des enquêtés estiment que les actions du projet répondent au besoin de l'exploitation; iii) près de 87% des agriculteurs enquêtés sont globalement satisfaits du projet; iv) 54% des agriculteurs de la zone basse montagne ont déclaré que leur revenu s'est amélioré. Dans les autres zones ce taux varie de 37% à 39%.

72. Quant à l'impact des pistes aménagées, les bénéficiaires déclarent que: i) le coût d'utilisation des véhicules a diminué de 62% en passant d'une moyenne de 7.250 DH/an à 2.750 DH/an par véhicule; ii) le coût du transport des marchandises a diminué de 50% en passant d'une moyenne de 5 à 2,5 Dh/T/km.

## h. Autres

73. **Partenariats.** Le projet a développé 11 partenariats. Certains ont mieux fonctionné que d'autres. Dans ce qui suit, une présentation du fonctionnement de ces partenariats: i) L'INDH: ce partenariat fonctionne relativement bien. Les projets d'AEP sont en cours de réalisation (voir AEP), les formations seront programmées par le projet pour 2013 et par l'INDH pour 2014. L'INDH collabore, également, avec le projet en matière de création et/ou de renforcement des micro-entreprises; ii) le

partenariat avec l'ANOC se déroule bien (voir développement de l'élevage); iii) malgré le retard enregistré au niveau du lancement, la convention avec la fondation de microcrédit ARDI a pu démarrer les activités de micro-crédit prévues par le projet. Cependant, les agents mis au niveau des antennes par ARDI pour le conseil et l'encadrement des bénéficiaires manquent d'expérience, il faudra organiser une formation pour ces agents dans les meilleurs délais (voir microcrédit); iv) la convention avec le CDER a réalisé ce qui a été prévu dans un premier temps à savoir la fabrication de prototypes de fours améliorés. Ces derniers n'ont pu être multipliés à cause de leur coût élevé; v) le partenariat avec la DPEFLCD se déroule bien mais nécessite un suivi pour concrétiser les actions, vi) les conventions de partenariat avec les délégations du Tourisme et de l'artisanat n'ont pas été conclues; vii) le partenariat avec l'Institut des PAM a été suspendu car ce dernier n'a pas été payé; viii) le partenariat avec l'ANARBOM n'a pas été concluant; ce partenariat s'est limité à la création d'une antenne de l'ANARBOM dans la zone du projet, sans pour autant que cette antenne soit active. Aucune des actions prévues dans la convention de partenariat n'a pu être honorée par l'ANARBOM; ix) le partenariat avec l'INRA a permis d'installer des essais de transfert de technologie et de réaliser quelques sessions de formation au profit des producteurs; toutefois, l'irrégularité du suivi des essais par l'INRA et le retard à élaborer les rapports annuels sur les résultats, rapports par ailleurs peu consistants pour ceux réalisés, n'ont pas permis d'atteindre les objectifs attendus du partenariat; et x) la convention de partenariat avec l'ENA a abouti à la remise d'une version provisoire de l'étude sur les filières potentielles dans la zone du projet. A ce niveau encore, il ne semble pas y avoir d'adéquation entre les résultats et la vision de l'étude et la stratégie du PMV et de l'ORMVATf concernant les conceptions de développement des filières potentielles.

## **i. Conclusions**

74. Globalement, le projet a connu des avancées importantes qui ont permis d'améliorer la situation des réalisations. Cependant, et pour rattraper les retards en matière de paiements et de décaissements et surtout préparer une bonne sortie du projet, la mission recommande ce qui suit:

- L'activation de la réalisation des actions qui connaissent des retards de mise en œuvre afin que leur réception soit effectuée avant l'achèvement du projet, et ce pour que les dépenses y afférentes puissent faire l'objet de décaissement.
- L'organisation d'une réunion avec la Direction de l'ONCA pour la mobilisation et la participation des structures de vulgarisation de l'ORMVATf impliquées dans la mise en œuvre du projet.
- La sensibilisation de la SFDA (Tamwil Al fallah), et de la fondation ARDI pour le microcrédit, afin de dynamiser et faciliter l'accès des agriculteurs et des porteurs de projets aux financements. Pour la SFDA il faudra rappeler la convention cadre établie entre le MAPM et le Crédit Agricole pour le financement des petits agriculteurs sans garanties réelles.
- L'intensification de l'encadrement des organisations des bénéficiaires (coopératives et associations) pour assurer une pleine appropriation des actions du projet et la continuité de leur intervention après son achèvement, notamment en matière de fonctionnement des unités de valorisation, de maintenance des équipements et d'entretien des réalisations; Le recrutement d'experts en micro entreprises afin d'accompagner les petites et moyennes entreprises rurales (PMER) efficacement et ce, en fonction des besoins identifiés. Un plan de consolidation et/ou de redressement devra être dressé par PMER par les experts. Le projet lancera cette opération en collaboration avec l'INDH.
- L'activation de l'établissement et de la transmission au FIDA des demandes de décaissement.
- L'assainissement de la situation des décaissements ayant fait l'objet d'erreurs sur les catégories de dépenses et des décaissements en double.
- L'harmonisation entre les différents programmes et projets afin d'éviter les duplications de projets similaires sur le même territoire et partant, de mettre en péril leur durabilité. La désignation d'un comité de coordination entre les différents programmes et projets pour la planification des actions dans l'espace en fonction des différents financements, est indispensable.
- La préparation d'une stratégie de sortie portant sur: i) une consolidation des capacités des coopératives et des associations; ii) la préparation d'un plan de suivi post-projet de ces

organisations avec identification des services de l'ORMVATf ou autres partenaires qui les suivront après projet; et iii) la préparation d'un document consignant la stratégie de sortie.

- La préparation d'un rapport d'auto-évaluation à l'achèvement du projet comprenant principalement: i) les réalisations physiques; ii) les effets et les impacts par action; iii) les revenus engendrés par action pour les ménages (le nombre de ménages ayant pu sortir de la pauvreté); iv) le nombre des bénéficiaires de chaque action basé, autant que possible, sur les listes détaillées des bénéficiaires; v) les paramètres de durabilité (notamment le niveau d'appropriation des actions par les bénéficiaires) et l'état de fonctionnalité des organisations responsables de la gestion des ouvrages et des actions réalisées par le projet.

## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la Province d'Errachidia et notes attribuées

Pays	Maroc	No. Du projet	No. du prêt	731-MA
Projet	Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la Province d'Errachidia		No. du don	972-MA
Date de mise à jour:	20-mai-14	Dernière supervision	16 oct. au 05 nov. 2011	Prêt/don Suppl. Conditions de financement
Inst. Responsable de la supervision	FIDA	Nbre de supervisions	3	I
			Millions USD	% Taux de décaissement
<b>Approbation</b>	<b>12.09.2007</b>	<b>Saisie de la qualité</b>	<b>Coût total</b>	<b>27,044</b>
Accord	15.02.2008	Délai d'entrée en vigueur	7 mois	Prêt du FIDA
Entrée en vigueur	16.09.2008	Projet à problème	-	Don suppl.
Examen à mi-parcours	23 nov-31 déc 2012			Don FIDA
Date d'achèvement prévue	30.09.2014	Date dernier amendement	-	Contrepartie Gouvernementale
Clôture	31.03.2015	Date dernier audit	Mai 2013	Cofinancement
			<u>Bénéficiaires</u>	0,718
			<u>Cofinanceurs</u>	0
Nbre de prolongations	-			

### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente (2012)	Actuelle (2013)	B.2-État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente 2012	Actuelle 2013
Qualité de la gestion financière	4	4	Qualité de la gestion du projet	4	4
Taux de décaissement	3	3	Exécution du S&E	4	4
Fonds de contrepartie	4	4	Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
Conformité à l'accord de financement	4	5	Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	5
Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	Lutte contre la pauvreté	5	5
Qualité et ponctualité des audits	5	4	Efficacité du ciblage	5	5
			Innovation et leçons apprises	4	5
			Prise en compte climat et environnement		4

<b>B.1 Aspects fiduciaires</b>	<b>Précédente (2012)</b>	<b>Actuelle (2013)</b>	<b>B.2-État d'avancement de l'exécution du projet</b>	<b>Précédente 2012</b>	<b>Actuelle 2013</b>
<b>B.3 Produits et réalisations</b>	<b>Précédente</b>	<b>Actuelle</b>	<b>B.4 Durabilité</b>	<b>Précédente</b>	<b>Actuelle</b>
Renforcement des capacités locales	4	5	Renforcement des institutions (organisations, etc.).	3	4
Amélioration des conditions de vie et augmentation des revenus	4	4	Autonomisation	4	4
Diversification des revenus	4	4	Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
Organisation et gestion du projet	4	4	Adaptabilité des prestataires de services	4	3
			Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	3
			Possibilités de réplcation à plus grande échelle	4	4
<b>B.5 Justification des notes</b>					

### Evaluation globale et risques

<b>Nature du risque</b>	<b>Précédente</b>	<b>Actuelle</b>
C 1 Actifs physiques/financiers	4	4
C 2 Sécurité alimentaire	4	4
C 3 qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique		4
C 4 Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2) Globalement, le projet a connu une nette amélioration sans toutefois pouvoir rattraper le retard accumulé pendant les premières années. En effet, le projet a enregistré une amélioration en terme de mobilisation des ressources, d'engagement des crédits et de réalisation de certaines composantes principalement le renforcement des capacités et les sous composantes de l'alimentation de l'eau potable, développement de l'irrigation, protection des terres et des infrastructures, production végétale et développement de l'élevage. Cependant, et en dépit des efforts entrepris, la mission note le retard enregistré dans les paiements, les décaissements et dans la réalisation de la composante diversification des revenus.	4	4
C 5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4

### **C 6- Risques: Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats**

<b>Aspects fiduciaires</b>	<p>Vu les efforts déployés par l'ORMVATf et le MAPM pour résorber les retards accumulés en ce qui concerne les crédits délégués, le risque de ne pas pouvoir mobiliser la totalité des crédits d'ici l'achèvement du projet a été réduit par rapport à la situation lors de la mission d'examen à mi-parcours effectuées en 2012.</p> <p>La fragmentation et la dispersion de la gestion financière entre plusieurs services (service de planification, service du matériel, service administratif et financier) et plusieurs bureaux au sein du même service pourront engendrer un risque important pour la cohérence et l'efficacité de la gestion financière.</p> <p>Vu les retards enregistrés en matière de décaissement, il y a un fort risque d'atteindre la date de clôture du projet avec un taux de décaissement nettement inférieur à 100% si les mesures recommandées ne sont pas prises.</p>
<b>Avancement de l'exécution du projet</b>	<p>Les risques de non achèvement du projet dans les délais fixés ont été relativement réduits grâce à la mise à la disposition du projet des ressources financières nécessaires et la mobilisation de l'équipe du Projet. Toutefois ces risques restent présents au cas où les efforts de la DP ne sont pas poursuivis pour permettre l'engagement des crédits délégués avant la fin de l'année 2013 et pour mobiliser les entreprises et les bureaux d'études afin d'achever leurs prestations avant le 30/9/2014.</p>

**C 6- Risques: Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats**

<b>Produits et réalisations</b>	<p>Risque de non réalisation de la totalité du programme d'AGR et de MPER prévu par le projet et/ou le non achèvement des différents maillons des chaînes de production. Ceci est lié au retard de démarrage de cette composante (mise en place de l'AMC pour l'octroi des microcrédits, création des fonds communautaires) au manque d'expérience de l'AT pour la micro-entreprise, et au manque de suivi et de la dynamisation de certains partenariats.</p> <p>Risque de la non réalisation de la totalité des tronçons de piste prévu par le projet à cause de la non mobilisation des fonds des partenaires (fonds extérieurs).</p> <p>Le retard occasionné dans le démarrage de la mise en œuvre des conventions avec l'INRA et des essais de production végétale et d'amélioration pastorale risque de limiter les possibilités de capitalisation des résultats de ces essais durant la période restante pour l'exécution du projet.</p>
<b>Durabilité</b>	<p>La fragilité du partenariat avec certains partenaires, son absence avec d'autres potentiels et l'implication insuffisante des communes rurales constituent les principaux facteurs de risque sur le plan de la durabilité institutionnelle.</p> <p>Sur le plan de la durabilité sociale (autonomisation des organisations), en dehors de certaines organisations performantes anciennement créées, les principaux facteurs de risque concernent les insuffisances en matière d'encadrement de proximité et d'accompagnement des organisations (AUEA, coopératives et associations), pour assurer une gestion à la base des actions du projet. Cette situation pourrait constituer un risque important pour la durabilité des acquis du projet. Malgré la pertinence des actions engagées et le processus participatif qui a présidé à leur identification, la qualité de la mise en œuvre, constituant au final le facteur essentiel qui favorise une bonne durabilité technique, présente des insuffisances au niveau des réalisations de certaines actions.</p> <p>Le manque de dispositions adéquates favorisant la prise en charge efficace par les bénéficiaires de l'entretien et de la maintenance des ouvrages (protection des terres, AEP, irrigation, etc.) pourrait constituer aussi un risque sérieux pour la durabilité de ces ouvrages. Il en est de même pour les pistes rurales (responsabilité conjointe des communautés et des collectivités locales).</p>

**Description des modalités de supervision**

Depuis sa mise en vigueur en septembre 2008, le FIDA a effectué quatre missions de supervision du projet (2009, 2010, 2011 et 2013).

Indicateurs de performance de la supervision	Précédente	Actuelle
Fréquence de la supervision	6	6
Qualité de la supervision	5	5
Impact sur la mise en œuvre du projet	4	4
Note globale concernant la supervision	5	5

**Justification de la note**

Impact encore insuffisant sur la mise en œuvre par insuffisance d'application par l'UCP des recommandations des missions de supervision et à cause du dysfonctionnement au niveau de la coordination du projet et du manque de communication. Voir aussi la description des modalités de supervision ci-dessus et les notes accordées dans les parties B1 à B4.

Suivi de la mise en œuvre (voir appendice 2 ci-après intitulé «Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus»).

## Appendice 2: Cadre logique: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses et Risques
<b>Objectif global</b> Les conditions de vie et de revenu des ménages pauvres des ksour ciblés par le projet sont améliorées.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- A mi-parcours et à l'achèvement du projet, le nombre de ménages dont l'indice d'accumulation de biens s'est amélioré, a augmenté.</li> <li>- A mi-parcours et à l'achèvement du projet, la taille des enfants de moins de 5 ans ainsi que leur poids se sont améliorés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête de base et enquêtes sur les impacts du projet au démarrage, à mi-parcours et à l'achèvement du projet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de la politique nationale de lutte contre la pauvreté</li> <li>- Synergie avec les Programmes Nationaux (INDH et MCA) et Sectoriels (routes rurales, eau potable pour les populations rurales, électrification rurale, éducation, santé, etc.)</li> </ul>
<b>Objectif du projet</b> Les capacités de gestion participative des communautés d'un processus de développement rural durable contribuant à l'augmentation, la diversification et la sécurisation des revenus sont renforcées.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le revenu moyen de l'exploitation agricole de la zone du projet a augmenté de 15% à la fin du projet.</li> <li>- Au terme du projet, les organes de représentation des ksour sont fonctionnels dans au moins 50% des ksour ciblés.</li> <li>- Au moins, 50% des organisations de base sont fonctionnelles et viables.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête sur les impacts du projet</li> <li>- Rapports annuels de l'UCP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les bénéfices du projet sont bien dirigés vers le groupe cible.</li> <li>- Ressources humaines des CMV, ORMVATf et D.R.E.F. du Moyen Atlas à Meknès insuffisamment préparées à l'exécution participative du projet.</li> </ul>

	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses et Risques
<b>Résultats du projet</b>			
<b>Comp. 1: Renforcement des capacités locales</b>			
1.1. Le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local impliquant les différents acteurs sociaux concernés est opérationnel.	- 135 plans de développement de ksour (PDK) agréés par le projet et mis en exécution par les organes de représentation des ksour.	- Rapports annuels de l'UGP - Fiches de suivi - Rapports d'examen à mi-parcours et de clôture	- Faible mobilisation des femmes en raison du poids des règles traditionnelles et de l'insuffisance des animatrices rurales élevé - Niveau faible des formateurs en communication et en approche participative.
1.2. La participation des femmes et des jeunes dans le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local est renforcée.	- Au terme du projet, les groupes sociaux défavorisés (femmes et jeunes) sont représentés par au moins un membre dans les organes de représentation des ksour d'au moins 50% des communautés ciblées.		
1.3. L'encadrement du projet et des partenaires est formé à l'approche participative.	- Nombre de personnel et d'opérateurs contractuels ayant bénéficié d'une formation en démarche participative.	- Evaluation par les bénéficiaires - Rapports annuels des AMC	
1.4. Les 5 antennes de microcrédit fonctionnent à travers les associations ou fondation de microcrédit.	- A mi-parcours et à l'achèvement du projet, le taux d'alphabétisation a augmenté respectivement de 10 et 20% chez les femmes et de 5 et 10% chez les hommes - Le taux d'accès au microcrédit est de 35% de la population à la fin du projet. - La proportion des femmes bénéficiaires du microcrédit est de 30% à l'étape de mi-parcours et de 60% au terme du projet.		
	Indicateurs Objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses et Risques
<b>Comp. 2: Amélioration des conditions de vie et augmentation des revenus</b>			
<b>S/C: Protection des terres et des infrastructures</b>			
2.1. La gestion de l'environnement naturel est améliorée et la protection des berges contre les inondations est améliorée.	- Au terme du projet, plus de 50% des berges des périmètres ciblés sont stabilisées. - Au terme du projet la superficie des terres irriguées emportée par les crues a baissé	- Rapports d'examen à mi-parcours et de clôture - Evaluation par les bénéficiaires	
<b>S/C: Désenclavement et AEP</b>			
2.2. Les routes rurales réalisées dans le cadre des PDK sont régulièrement entretenues par la DE	- Au terme du projet, 90% des routes rurales sont entretenues par la DPE et/ou les communes rurales.	- Rapports d'activité de l'Unité de coordination du projet	
2.3. Les infrastructures collectives d'AEP, réalisées dans le cadre des PDK sont gérées rationnellement	- Au terme du projet, 60% des infrastructures		



par les communautés. <b>S/C: Développement de l'irrigation et promotion de l'économie de l'eau</b> 2.4. Les infrastructures collectives de PMH réhabilitées dans le cadre des PDK sont gérées rationnellement par les communautés.	collectives d'AEP sont gérées et entretenues par une association d'usagers.  -72,6km de séguías sont revêtus et 1 280 ml de khettaras sont réaménagés au terme du projet. - Au terme du projet, l'irrigation sera renforcée et améliorée par la mise à disposition de volumes d'eau plus importants et plus réguliers. - Au terme du projet, 80% des infrastructures de PMH réhabilitées sont gérées et entretenues par une association d'usagers d'eau (AUEA). - Au terme du projet, 70% des AUEA sont fonctionnelles.	Enquêtes auprès des bénéficiaires	- Les structures administratives concernées sont efficaces
<b>S/C: Développement de la production végétale</b> 2.5. Les systèmes de culture adaptés aux conditions naturelles sont diversifiés et intensifiés.	- 1 162 ha plantations fruitières dont 12 ha de safran sont réalisées au terme du projet. - 30% des exploitations de la zone du projet ont introduit au moins une technique intensificatrice dans le calendrier cultural des principales productions au terme du projet. - Amélioration des rendements des cultures et de la productivité du troupeau.	- Rapports d'examen à mi-parcours et de clôture - Evaluation par les bénéficiaires  - Rapports d'activité de l'Unité de coordination du projet	
<b>S/C: Développement de l'élevage et des parcours</b> 2.6. La productivité des systèmes d'élevage est améliorée. 2.7. Les Agdal ciblés sont réhabilités et gérés rationnellement par les éleveurs organisés.  2.8. Les points d'eau aménagés sont bien répartis et gérés par les ayants droit.	- La production pastorale des Agdal ciblés et fourragère est augmentée de 30% à l'étape de mi-parcours et de 50% au terme du projet. - Le rendement moyen en viande des exploitations des ménages pauvres a augmenté de 10% à l'étape de mi-parcours et de 20% au terme du projet. - Au terme du projet, le taux de couverture de la zone pastorale en points d'eau s'est amélioré.	Suivi biologique  Enquêtes auprès des bénéficiaires  Rapport de clôture du projet	Risques d'impact négatif de la sécheresse sur la production pastorale.
Indicateurs Objectivement vérifiables		Sources de vérification	Hypothèses et Risques
<b>Comp. 3: Diversification des revenus</b> 3.1. L'appui des populations locales à la création des micro-entreprises est renforcé	- la proportion des femmes ayant créées des AGR et micro-entreprises a augmenté. et 50% d'AGR et de micro-entreprises sont créées par les femmes. - Le taux de micro-entreprises opérationnelles parmi ceux créés est de 50% à l'étape de mi-parcours et de 70% au terme du projet.	- Rapports de supervision  - Rapports d'examen à mi-parcours et de clôture - Evaluation par les bénéficiaires	Services d'appui conseil aux micro-entreprises sont opérationnels dans la zone du projet.

3.2. Le partenariat avec les institutions internationales, nationales et local est fonctionnel

- nombre de conventions et contrats mises en œuvre à mi-parcours et en fin de projet.

- Rapports d'activité de l'Unité de coordination du projet

**Comp. 4: Coordination et gestion du projet**

4.1. La gestion des activités du projet est effective.

- Une unité de coordination du projet est opérationnelle au début de la 1ère année du projet.

- Rapport de supervision

- Les responsables matières ne sont pas tous redéployés.

4.2. Le système de suivi-évaluation des activités du projet est opérationnel.

- Le taux minimal d'utilisation des indicateurs de suivi-évaluation des effets et de l'impact du projet est de 50% à l'étape de mi-parcours et de 70% au terme du projet.

- Rapport d'examen à mi-parcours et de clôture

- Les compétences des trois responsables matières (sociologue, micro-finance et micro-entreprise) engagés sont insuffisantes.

**Activités du projet (voir listing des activités ci-dessous)**

---

## Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	État d'avancement
Exécution du projet	Etablir, comme convenu avec la mission, la décision instituant une unité de gestion du projet permanente	Mi-janvier 2013	Le directeur du projet	Oui, décision établie
	Assurer une meilleure coordination du projet avec les services de l'ORMVATf et les différents acteurs du projet	Régulièrement	DP, UCP, services technique et partenaires du projet	Partiellement pour le cas des partenaires et régulièrement avec les services de l'ORMVATf
	Activer le test et l'alimentation de l'application d'intranet et KariaNet en cours de mise en place	Fin janvier 2013 et régulièrement	DP et services techniques	Non réalisé
	Mobiliser les BE notamment ceux responsables de l'AT	Fin janvier 2013 et régulièrement	DP	partiellement (les deux spécialistes matières ont démissionnés et les animatrices ont terminés leurs contrats)
	Organiser le travail des spécialistes-matières et des animatrices à travers l'élaboration de programmes de travail mensuels, l'affectation des animatrices sur le terrain selon les besoins spécifiques des actions du projet et le suivi régulier des activités réalisées et en cours	Fin décembre 2012 et régulièrement	UCP et les deux coordinations	Oui, le travail des spécialistes matières et des animatrices a été organisé
	Renforcer les partenariats existants à travers une meilleure coordination et convergence des actions sur le terrain et les élargir à d'autres partenaires, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la composante diversification des revenus	Immédiatement et puis régulièrement	UCP et directeur du projet	Partenariat partiellement renforcé avec les EF et l'INDH, mais non concrétisé avec l'artisanat et le tourisme
	Assurer une meilleure coordination avec la DPET et renforcer le contrôle et le suivi de l'entreprise et du bureau de surveillance afin de limiter les retards occasionnés dans les travaux d'exécution du tronçon El Borj-Idalouine (15km)	UCP et SER	Immédiatement, puis action continue	Le tronçon est prévu pour la réception fin septembre
	Veiller à la mobilisation des 36MDH prévus par la convention tripartite et leur engagement dès le début de 2013 pour la construction du tronçon Imilchil-Oulghazi (20 km) ainsi que la mobilisation de fonds supplémentaires pour l'aménagement du tronçon restant (Anfergal-Tazarine, 6 km) et l'achèvement des travaux avant la clôture du projet en 2014.	UCP et Direction de l'ORMVATf	Janvier 2013 Mars 2013	Fonds non encore alloués

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	État d'avancement
	Pour les deux derniers tronçons (26 km) qui restent à exécuter, veiller à la sélection d'une entreprise performante (classe 1) et la mobilisation de surveillants de travaux expérimentés (améliorer les critères de sélection au niveau des CPS)	UCP, SER et DPET	Mai 2013	L'entreprise classe 1 (avec surveillants expérimentés) est prévue dans le CPS, mais attente de fonds pour exécution (cf. recommandation précédente)
	Veiller au classement des pistes aménagées avant la réception définitive (coordonner avec la Province, la DPET et le Ministère de l'Equipeement et des transports)	Direction de l'office et DPET	Septembre 2013	Route non encore réceptionnée. Le classement sera demandé à la Direction des routes du Ministère Equipements et transport après réception provisoire
	Renforcer le contrôle des entreprises chargées de la construction des séguis bétonnées et exiger la réparation correcte des tronçons médiocres avant la réception (démolition totale et reconstruction des tronçons défectueux)	UCP et assistance technique	Immédiatement, puis action continue	Le suivi des chantiers a été renforcé par 1 ingénieur et 1 technicien de l'Office et 1 AT supplémentaire. Les tronçons défectueux sont en cours de reconstruction
	Intégrer dans la conception des futurs périmètres de PMH (en cours d'étude) des dispositions facilitant l'organisation optimale de l'irrigation tout en respectant les droits d'eau traditionnels conformément aux consignes et démonstrations pratiques données par l'expert de la mission sur le terrain.	SER, UCP, bureaux d'études,	Mai 2013	Réalisé dans les périmètres ou les agriculteurs ont accepté le principe
	Adapter les systèmes de démonstration de l'irrigation goutte à goutte aux systèmes de cultures associées pratiqués sur certaines parcelles.	UCP	2013	Fait. Mais des erreurs sont à rectifier pour les parcelles où les gaines d'irrigation ne sont pas dans le sens des lignes de plantation
	Renforcer la S/C protection des terres et des infrastructures, (notamment la rubrique correction des ravins) en lui réallouant des fonds supplémentaires	FIDA, Direction de l'Office et UCP	Janvier 2013	Pour les murs c'est fait. Pour les corrections des ravins, 90% seront réalisés, le reste est fonction des reliquats financiers après marchés
	Promouvoir une approche structurante préventive de protection des terres favorisant la mise en œuvre d'ouvrages permettant la protection du maximum possible de superficies et infrastructures à l'aval par l'aménagement de petits seuils de correction à l'amont au niveau des chaabas et des ouvrages plus importants au niveau des oueds au niveau des piémonts en évoluant toujours de l'amont vers l'aval.	SER, DREFLCD, UCP	Immédiatement, puis action continue	Recommandation prise en considération et en application
	Veiller à l'amélioration de la version définitive de l'étude du plan directeur d'aménagement du BV Oued Ziz et sa valorisation maximale d'ici l'achèvement du projet tout en intégrant l'approche mentionnée ci-dessus	UCP, DREFLCD, bureau d'études	Mars 2013	Fait pour l'amélioration de la version définitive. Valorisation en cours, notamment le volet de la recommandation ci-dessus
	Rehausser les normes des plants fruitiers et des bulbes de safran à acquérir pour les distributions et insérer ces normes dans les CPS concernés.	UCP	immédiatement	Fait et les plants et bulbes acquis après la recommandation sont de bonne qualité

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	État d'avancement
Produits	Assurer un suivi technique des plantations mises en place ainsi qu'un appui consistant des bénéficiaires en matière d'encadrement technique de proximité.	SPA, UCP	Immédiatement puis action continue	Une fiche de suivi des plantations. Le suivi des plantations est fait mais il reste encore
	Valoriser et capitaliser la base de données du SIG en intégrant les données relatives aux besoins formulés dans les PDK	DP et responsable du SIG	Fin janvier 2013	Une application sur ACCES a été établie pour le suivi PDK, et non le SIG)
	Renforcer l'encadrement rapproché des animatrices par une meilleure organisation de leur intervention	UCP, services techniques et coordinations	Régulièrement	Il a été relativement respecté vers la fin du contrat des animatrices
	Capitaliser les résultats de l'étude sur les OP en renforçant et en ciblant l'encadrement des associations et des coopératives	UCP, SVOP	Régulièrement	n'a pas été réalisée, une étude sera lancée en octobre sur les OPA
	Renforcer la concertation avec les services provinciaux concernés, avec les CR et avec les agences de développement pour la recherche de synergies et pour la programmation des actions retenues dans les PDK et leur financement	DP, UCP	Novembre à fin 2012 et régulièrement	Elle a été initiée, le processus continue
	Examiner, avec l'association Akhiam la possibilité de prévoir une année supplémentaire d'alphabétisation	AT, assoc. Akhyam et UCP	Fin janvier 2013	n'a pas été réalisée car Akhiam n'a pas été payée, mais les discussions ont été relancées
	Encourager les femmes bénéficiaires du programme d'alphabétisation en leur accordant la priorité dans les AGR et les actions d'appui	UCP et services techniques	Fin 2012 et régulièrement	(cette recommandation a été prise en considération)
	Renforcer le suivi du programme d'alphabétisation	Coordonnateur responsable de la formation au sein de l'UCP	Fin 2012 et régulièrement	Elle a été respectée
	Activer l'élaboration des études du marché et d'adaptation des crédits pour assurer un bon développement du microcrédit	Coordinateur de l'UCP, spécialiste en microfinance et Fondation ARDI	Fin janvier 2013	Réalisée
	Sensibiliser et encadrer les irrigants au niveau des périmètres nouvellement réhabilités en vue d'améliorer l'efficacité de l'irrigation à la parcelle et par conséquent, de tirer le meilleur profit des économies d'eau dégagées à travers le revêtement des séguis. Fait pour les AUEA nouvellement créés	SER, UCP bureaux d'études,	Immédiatement, puis action continue	Sur les 68 AUEA créés, 20 sont sensibilisés lors de leur création et 48 auparavant créés ont bénéficiés des formations

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	État d'avancement
	Procéder à l'élaboration d'un guide simplifié à l'attention des formateurs et des supports sommaires à l'attention des AUEA (fiches sommaires, affiches, etc. Assurer un encadrement rapproché et soutenu de chaque AUEA au moins durant les deux premières années d'exploitation en impliquant davantage les techniciens et les animateurs de l'office.	SER, UCP bureaux d'études, UCP, techniciens et animateurs de l'office	Juin 2013  Immédiatement, puis action continue	Prévu dans le marché formation  Fait pour un nombre d'AUEA. L'action se continue
	Prendre les dispositions nécessaires en vue d'assurer la formation et l'accompagnement des exploitants ayant bénéficié des équipements goutte à goutte et assurer un suivi technique rigoureux des parcelles (fiches techniques et agro-économiques à tenir en vue de tirer les enseignements nécessaires).	SGRID, UCP, techniciens et animateurs	2013 et 2014	Prévu dans les marchés de formation 2013 et 2014. Les formations 2013 sont en cours
	Mettre en œuvre les vergers pilotes et les actions de démonstration en arboriculture et culture safranière et dynamiser le rôle des unités de valorisation comme plates-formes de démonstration.	SPV, SVOP, UCP	Immédiatement puis action continue	Fait pour le goutte à goutte, le filet para-grêle et le safran. Non fait pour les vergers pilotes
	Revoir le programme de formation pour mieux l'adapter et l'articuler avec les actions de démonstration, le programme de recherche-développement en cours d'exécution par l'INRA et les programmes de mise en valeur de l'ORMVATf.	SPV, SVOP, UCP, INRA	Immédiatement puis action continue	Fait dans le marché formation. Non encore fait pour les vergers pilotes
	Mobiliser et engager l'enveloppe de 16.2 MDH prévue dans la convention tripartite et démarrer les études et la mise en œuvre des travaux vers les mois de mars et juin 2013, au plus tard, respectivement	Direction Office et Province de Midelt. UCP	Janvier 2013 Mars et juin 2013, respectivement	En cours de mobilisation 15 projets a été réalisées sur 23 prévus)
	Initier et réaliser, en relation avec l'ONEP, en faveur des associations AEP un programme consistant de formation pratique en exploitation et maintenance des mini-systèmes AEP	UCP	Mars 2013 puis action continue	n'a pas été réalisée car c'est l'INDH qui construit les systèmes, les formations seront partagées entre le projet et l'INDH (ne sont pas encore réalisées)
	Coordonner avec l'ONEP pour assurer une meilleure synergie avec les actions du projet et une implication accrue du projet dans le volet sensibilisation sociale au sein des programmes de l'ONEP (notamment les programmes déjà engagés par l'ONEP dans les centres de Imilchil, Amouguer et Sidi Ayed)	UCP et Direction de l'office	Immédiatement, puis action continue	l'AEP est en cours d'être réalisée en collaboration avec l'INDH, Ces centres ne sont pas concernés

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	État d'avancement
	Adapter les systèmes de démonstration de l'irrigation goutte à goutte aux systèmes de cultures associées pratiqués sur certaines parcelles.	UCP	2013	Fait. Mais des erreurs sont à rectifier pour les parcelles où les gaines d'irrigation ne sont pas dans le sens des lignes de plantation
	Renforcer la S/C protection des terres et des infrastructures, (notamment la rubrique correction des ravins) en lui réallouant des fonds supplémentaires	FIDA, Direction de l'Office et UCP	Janvier 2013	Pour les murs c'est fait. Pour les corrections des ravins, 90% seront réalisés, le reste est fonction des reliquats financiers après marchés
	Promouvoir une approche structurante préventive de protection des terres favorisant la mise en œuvre d'ouvrages permettant la protection du maximum possible de superficies et infrastructures à l'aval par l'aménagement de petits seuils de correction à l'amont au niveau des chaabas et des ouvrages plus importants au niveau des oueds au niveau des piémonts en évoluant toujours de l'amont vers l'aval.	SER, DREFLCD, UCP	Immédiatement, puis action continue	Recommandation prise en considération et en application
	Veiller à l'amélioration de la version définitive de l'étude du plan directeur d'aménagement du BV Oued Ziz et sa valorisation maximale d'ici l'achèvement du projet tout en intégrant l'approche mentionnée ci-dessus	UCP, DREFLCD, bureau d'études UCP	Mars 2013	Fait pour l'amélioration de la version définitive. Valorisation en cours, notamment le volet de la recommandation ci-dessus
	Rehausser les normes des plants fruitiers et des bulbes de safran à acquérir pour les distributions et insérer ces normes dans les CPS concernés.		immédiatement	Fait et les plants et bulbes acquis après la recommandation sont de bonne qualité
	Assurer un suivi technique des plantations mises en place ainsi qu'un appui consistant des bénéficiaires en matière d'encadrement technique de proximité.	SPA, UCP	Immédiatement puis action continue	Une fiche de suivi des plantations. Le suivi des plantations est fait mais il reste encore
	Adapter les systèmes de démonstration de l'irrigation goutte à goutte aux systèmes de cultures associées pratiqués sur certaines parcelles.	UCP	2013	Fait. Mais des erreurs sont à rectifier pour les parcelles où les gaines d'irrigation ne sont pas dans le sens des lignes de plantation
	Renforcer la S/C protection des terres et des infrastructures, (notamment la rubrique correction des ravins) en lui réallouant des fonds supplémentaires	FIDA, Direction de l'Office et UCP	Janvier 2013	Pour les murs c'est fait. Pour les corrections des ravins, 90% seront réalisés, le reste est fonction des reliquats financiers après marchés
	Renforcer les groupements ANOC en matière de rationnement et de suivi technique et économique	UCP et SE	Fin mars 2013 et régulièrement	la convention a été annulée. Les procédures n'ont pas été respectées. La reprise de la convention selon les procédures est en cours
	annuler l'achat des géniteurs bovins restants	DP	Fin 2012	respectée

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	État d'avancement
	Poursuivre le programme de démonstrations de bonnes pratiques prévu et redéployer les fonds de la fertilisation de pelouses au profit des plantations fourragères	UCP et SE	Progressivement durant la période restante du projet	c'est fait et respectés
	Mettre en œuvre les décisions prises avec le gouverneur de Midelt et le DPEFLCD de Midelt pour la mise à la disposition de la coopérative PAM des terrains nécessaires	UCP, Province de Midelt et DPEFLCD de Midelt	Fin mars 2013	en cours, une caution a été débloquée par l'INDH
	Impliquer plus le sociologue, les équipes d'animation et les techniciens dans l'identification des actions, l'organisation des populations et la mise en œuvre	SE, UCP	Progressivement durant la période restante du projet	respectée
	Prévoir l'achat de fours à gaz pour les ksours qui ont accès au gaz butane et tester dans les meilleurs délais les fours à bois individuels distribués	SE, Coordinateur de l'UCP, ONSSA	Fin janvier 2013	une partie est réalisée l'autre est en cours
	Activer la réalisation du programme de bois-énergie comme convenu avec la DPEFLCD de Midelt.(en cours)	DP et DPEFLCD de Midelt	Fin mars 2013	en cours
	Assurer un suivi et un encadrement des associations bénéficiaires des infrastructures pour assurer la durabilité de ces infrastructures	UCP et SE	Fin 2012 et régulièrement	des conventions sont réalisées sans qu'il ait un suivi
	Renforcer les groupements ANOC en matière de rationnement et de suivi technique et économique	UCP et SE	Fin mars 2013 et régulièrement	La convention a été annulée suite au non respecté de la procédure, la reprise de la convention selon les procédures est en cours)
	annuler l'achat des géniteurs bovins restants	DP	Fin 2012	(respectée)
	Poursuivre le programme de démonstrations de bonnes pratiques prévu et redéployer les fonds de la fertilisation de pelouses au profit des plantations fourragères	UCP et SE	Progressivement durant la période restante du projet	(c'est fait et respecté)
	Activer la réalisation de l'étude des filières et son exploitation pour le développement de la micro-entreprise	UCP et ENA	Fin décembre 2012	le rapport draft a été réceptionné en cours de validation
	Elaborer les études de faisabilité des 16 micro-entreprises identifiées qui serviront comme modèle	UCP, SVOP et AT	Fin mars 2013	Non réalisé, défaillance du BD, le projet est en train de créer des micro entreprises sans études de faisabilité.
	Engager le programme de formation-action pour appuyer l'élaboration des études de faisabilité des micro- entreprises	UCP et responsable de la formation	Avant fin mars 2013	non réalisées, budget prévu



Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	État d'avancement
	Engager l'AT prévue pour l'appui en matière d'études de faisabilité de projets, de valorisation, de commercialisation et d'accompagnement des micro- entreprises	UCP et SVOP	Avant fin mars 2013	Elle n'a pas été réalisée. La présente mission proposera une alternative) un budget pour la formation conseil en fonction de la nature et type de MER Réalisée
	Activer la création de micro-entreprises en accordant la priorité de financement aux 16 projets modèles	UCP,SVOP et AT	Début 2013 et progressivement jusqu'à la fin du projet	
	Revoir à la hausse le nombre de brebis et de ruches distribuées par femme pour garantir un minimum de rentabilité	UCP, SVOP et SE	Début 2013 et progressivement jusqu'à la fin du projet	Partiellement réalisée
	Mobiliser les financements nécessaires à travers les fonds du projet et de certains partenaires	UCP et partenaires du Projet	Début 2013 et progressivement jusqu'à la fin du projet	Partiellement réalisée
	Encadrer et accompagner des porteurs de projets à travers la mobilisation des spécialistes-matières, de l'assistance technique et des animatrices selon un programme mensuel préétabli ainsi qu'à travers la formation-action et les appuis prévus par le RE	UCP, services techniques, coordinations et AT	Début 2013 et progressivement jusqu'à la fin du projet	Elle a été partiellement respectée lors de présence de l'AT
	Examiner avec la délégation du Tourisme les possibilités d'appuyer les promoteurs de projets touristiques	UCP, Délégation du Tourisme et AT	Avant fin janvier 2013	Réalisée la listes des bénéficiaires a été arrêtée avec le Gouverneur de Midelt
	Engager des conventions de partenariat avec des associations dans le cadre de la circulaire du Premier Ministre pour l'appui aux OP, notamment à travers les fonds communautaire	UCP et SVOP	Avant fin mars 2013	Non encore réalisée, mais le crédit est disponible
	Engager des actions de démonstration sur l'engraissement et l'hygiène, en partenariat avec l'ANOC dans la mesure du possible, au profit des jeunes promoteurs et des membres des groupements ANOC	UCP, SE et ANOC	Avant fin mars 2013	non réalisée prévue dans la nouvelle convention
	Activer la réalisation de l'étude des filières et son exploitation pour le développement de la micro-entreprise	UCP et ENA	Fin décembre 2012	Le rapport draft a été réceptionné
Durabilité	Assurer un suivi et un encadrement des associations bénéficiaires des infrastructures pour assurer la durabilité de ces infrastructures	UCP et SE	Fin 2012 et régulièrement	(des conventions sont réalisées sans qu'il ait un suivi)

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	État d'avancement
<b>Coordination et gestion</b>	Etablir, comme convenu avec la mission, la décision instituant une unité de gestion du projet permanente	Mi-janvier 2013	Le directeur du projet	Oui, décision établie
	Assurer une meilleure coordination du projet avec les services de l'ORMVATf et les différents acteurs du projet	Régulièrement	DP, UCP, services technique et partenaires du projet	Partiellement pour le cas des partenaires et régulièrement avec les services de l'ORMVATf
	Activer le test et l'alimentation de l'application d'intranet et KariaNet en cours de mise en place	Fin janvier 2013 et régulièrement	DP et services techniques	Non réalisé
	Mobiliser les BE notamment ceux responsables de l'AT	Fin janvier 2013 et régulièrement	DP	partiellement (les deux spécialistes matières ont démissionnés et les animatrices ont terminés leurs contrats)
	Organiser le travail des spécialistes-matières et des animatrices à travers l'élaboration de programmes de travail mensuels, l'affectation des animatrices sur le terrain selon les besoins spécifiques des actions du projet et le suivi régulier des activités réalisées et en cours	Fin décembre 2012 et régulièrement	UCP et les deux coordinations	Oui, le travail des spécialistes matières et des animatrices a été organisé
	Renforcer les partenariats existants à travers une meilleure coordination et convergence des actions sur le terrain et les élargir à d'autres partenaires, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la composante diversification des revenus	Immédiatement et puis régulièrement	UCP et directeur du projet	Partenariat partiellement renforcé avec les EF et l'INDH, mains non concrétisé avec l'artisanat et le tourisme
<b>Aspects fiduciaires</b>	Déléguer les crédits nécessaires (environ 60 millions de Dh en crédits nouveaux) au titre de l'année 2013	Début 2013	DP, DIAEA, DF et DB	Ou, les crédits ont été délégués
	Respecter les procédures de passation des marchés au niveau de l'adjudication des marchés	Fin décembre 2012 et régulièrement	UCP et services techniques	Partiellement
	Individualiser la comptabilité du projet	Fin janvier 2013 et régulièrement	ORMVATf	Non individualisé mais identifié
	Accélérer les paiements et transmettre régulièrement à la fin de chaque mois les demandes de décaissement à la Direction du Budget pour atteindre un taux de décaissement de 65 à 70% au moins à fin mai 2013	A partir de fin janvier 2013	ORMVATf, DIAEA et DB	Partiellement accéléré

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	État d'avancement
	Regrouper les différentes pièces constituant le marché dans un seul dossier et les archiver dans un local qui permette leur exploitation et contrôle.	A partir de novembre 2011	SPP, SM et UCP	Les différentes pièces du marché ont été regroupées dans un seul dossier mais elles doivent être mises à jour
	Activer la mise en place de l'application de suivi-évaluation pour regrouper les données relatives à la situation financière	Fin janvier 2013	UCP et services techniques	Partiellement

## Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA

morasse des opérations	Unité	Cout total du projet x1000 DH	Quantité total projet	PTBA 2012 (quantités)	PTBA 2013 (quantités)	Réalisation PTBA 2007	Réalisation PTBA 2008	Réalisation PTBA 2009	Réalisation PTBA 2010	Réalisation PTBA 2011	Réalisation PTBA 2012	Réalisation PTBA 2013 au 30/08/2013	Réalisations cumulées	Réalisation		Observations	
			(1)	2								4	(3)	(3)/(1)	(4)/(2)		
<b>Renforcement des capacités</b>																	
<b>I. Coûts d'investissement</b>		<b>19 656,00</b>															
<b>A. Aménagement locaux</b>		<b>896,00</b>	1														
Réhabilitation de locaux/a	Forfait	896,00	1,00					0,50	0,50				1,00	100%			ser
<b>B. Animation et appui à l'élaboration des PDK</b>		<b>10 414,00</b>															svop
<i>1. Formation des animateurs(rices)</i>		1 104,00															svop
Consultant international et national	pers. mois	656,00	4,00				2,00	1,00					3,00	75%			svop
Consultant national	pers. mois	448,00	12,00				6,00	4,00					10,00	83%			svop
<i>2. Equipes d'animation</i>		5 411,00															svop
Animatrices/b	pers. année	5 411,00	80,00	10	6		5,00	10,00	10,00	10,00	10,00	6,00	51,00	64%	100%		svop
<b>3. Véhicules, équipements et matériels/c</b>		<b>3 899,00</b>															smat
Véhicules tout-terrain	Unité	3 396,00	10,00			4	4						8,00				smat
Équipement informatique pour animateurs/d	Unité	272,00	17,00			5	11,00	2,00					18,00				spp
Mobilier de bureau	Bureau	105,00	10,00			10							10,00				smat
Matériel SIG/e	Unité	126,00	2,00						2,00				2,00	100%			ser
<b>C. Formation des populations</b>		<b>3 946,00</b>															svop
Contrat pour formateurs en alphabétisation/f	pers. année	2 648,00	48,00	8	8			25,00	25,00	25,00	25,00	25,00	125,00	260%	313%	Il est prévu 8 formateurs par le projet contre 25	svop
Formation des associations, coopératives et élus en approche participative	Session	368,00	5,00	1			1,00						1,00	20%			svop
Étude sur la fonctionnalité des organisations de base /g	Forfait	420,00	1,00					1,00					1,00	100%			svop

Royaume du Maroc  
Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia  
Rapport de supervision - Dates de la mission: du 10 au 30 septembre  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

morasse des opérations	Unité	Cout total du projet x1000 DH	Quantité total projet	PTBA 2012 (quantités)	PTBA 2013 (quantités)	Réalisation PTBA 2007	Réalisati on PTBA 2008	Réalisation PTBA 2009	Réalisati on PTBA 2010	Réalisation PTBA 2011	Réalisation PTBA 2012	Réalisation PTBA 2013 au 30/08/2013	Réalisations cumulées	Réalisation	Observati ons	
Formation des associations, coopératives en technique de gestion	Session	230,00	3,00					1,00					1,00	33%		svop
Edition et production de matériel pédagogique/h	Forfait	280,00	1,00						0,20				0,20	20%		svop
<b>D.Promotion du microcrédit</b>		4 400,00														svop
Contrat de mise en œuvre du microcrédit/i	Unité	3 597,00	0,99								1,00		1,00	101%		svop
Installation des antennes/j	Unité	560,00	5,00								5,00	5,00	5,00	100%		svop
Etude d'impact	Unité	188,00	2,00													svop
Formation / k	formation	55,00	1,00								1,00		1,00	100%	*	svop
<b>II. Coûts de fonctionnement</b>		5 112,00														
<b>A. Personnel, entretien et fonctionnement</b>		5 112,00														
Frais de déplacement / l	Forfait	1 832,00	6,00						1,00				1,00	17%		svop
Entret. et fonct.véhicules tout terrain	véh/an	2 034,00	68,00				6,01	2,67	12				20,68	30%		smat
Entret. et réparation du matériel de bureau	Forfait	122,00	20,00			-										smat
Entret. Et réparation du matériel informatique	véh/an	243,00	20,00						5,00				5,00	25%		spp
Consommables bureaux/m	bur/an	881,00	74,00			3	9,00		15,00				27,00	36%		smat
<b>DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION ET PROMOTION DE L'ECONOMIE DE L'EAU</b>		65 867,00														<b>C2</b>
<b>I. Coûts d'investissement</b>		63 146,00														
<b>A.Renforcement institutionnel du SER/a</b>		1 216,00														ser
<b>1. Equipement informatique</b>		184,00														spp
Unité informatique /b	Unité	66,00	3,00				-	3,00					3,00	100%		spp
Imprimante A3	Unité	5,00	1,00													spp
Logiciels et formation /c	Forfait	113,00	1,00				-	-	1,00				1,00	100%		spp
<b>2.Equipements /d</b>		1 032,00														
Photocopieur /e	Unité	44,00	2,00					3	4				7,00	350%	Prévu 2 grands photocopie urs et ont acheté 7 photocopie urs moyens	smat

Royaume du Maroc  
Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 10 au 30 septembre 2013  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

morasse des opérations	Unité	Cout total du projet x1000 DH	Quantité total projet	PTBA 2012 (quantités)	PTBA 2013 (quantités)	Réalisation PTBA 2007	Réalisation PTBA 2008	Réalisation PTBA 2009	Réalisation PTBA 2010	Réalisation PTBA 2011	Réalisation PTBA 2012	Réalisation PTBA 2013 au 30/08/2013	Réalisations cumulées	Réalisation	Observations	
Appareil photo numérique/f	Unité	9,00	2,00			-	-	7,00					7,00	350%	Prévu 2 grands appareils photo et ont acheté 7 appareils moyens	smat
Matériel de jaugeage de séguia	Forfait	109,00	1,00													ser
Véhicules tout-terrain/g	Unité	870,00	3,00		2				1				1,00	33%		smat
<b>B. Travaux de réalisation</b>		59 555,00														ser
1. Etudes et appui technique/h	Unité	5 014,00	1,00					0,10	0,20		0,10	0,20	0,60	60%		ser
<b>2. Travaux</b>		54 541,00														ser
Aménagement khetaras	Km	948,00	1,30	0,40				-	0,33	0,40	0,25	0,27	1,25	96%		ser
Aménagement sources	Unité	1 948,00	16,00	2,00	2,00						3,00		3,00	19%		ser
Construction ouvrages de dérivation	Unité	3 692,00	6,00	2,00	1,00			0,40	1,60	-	2,00		4,00	67%		ser
Revêtement séguia /i	Km	47 953,00	80,00	12,70	11,50			2,50	16,20	12,40	12,50	6,35	49,95	62%	55%	ser
<b>C. Formation des associations d'usagers</b>		2 375,00														ser
Formation /j	Forfait	2 375,00	1,00					0,10	0,10	0,10			0,30	30%		ser
<b>II. Coûts de fonctionnement</b>		2 721,00														
Entretien et carburant/k	Forfait	730,00	15,00						3				3,00	20%		smat
consommables bureaux	Forfait	326,00	18,00					1,1	2				3,10	17%		smat
frais de déplacements	Année	890,00	3,80													ser
Entretien des équipements (ouvrages Génie civil)/l	Forfait	775,00	0,99													ser
<b>PROTECTION DES TERRES ET DES INFRASTRUCTURES</b>		49 777,00														<b>C3</b>
<b>I. Coûts d'investissement</b>		48 516,00														
<b>A.Travaux</b>		45 074,00														ser
<b>1. protection des berges</b>		39 852,00														ser
Murs pour berges <3m de profondeur	MI	20 790,00														
Murs pour berges	MI	17 081,00	17 300,00	7 700,00	3 000,00			550,00	1 700,00	3 260,00	5 350,00	4 525,00	15 385,00	89%	151%	ser
Stabilisation biologique: Plantation des ripisylves	Plants	1 981,00	133 000,00	50 000	26 800			-	18 800,00	31 000,00	30 000,00	25 517,00	105 317,00	79%	95%	ser
<b>2.Correction des ravins: seuils</b>	m3	5 222,00	15 000,00		16 335			2 500,00	3 500,00	2 800,00	7 535,00	-	16 335,00	109%		ser
<b>B. Véhicules, équipements et matériels</b>		323,00														
Véhicules pick up double cab/a	Unité	284,00	1,00					1					1,00	100%		smat
unité informatique/b	Unité	17,00	1,00				-	1,00					1,00	100%		spp

Royaume du Maroc  
Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia  
Rapport de supervision - Dates de la mission: du 10 au 30 septembre  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

morasse des opérations	Unité	Cout total du projet x1000 DH	Quantité total projet	PTBA 2012 (quantités)	PTBA 2013 (quantités)	Réalisation PTBA 2007	Réalisati on PTBA 2008	Réalisation PTBA 2009	Réalisati on PTBA 2010	Réalisation PTBA 2011	Réalisation PTBA 2012	Réalisation PTBA 2013 au 30/08/2013	Réalisations cumulées	Réalisation	Observati ons	
GPS/palm PC/c	Unité	22,00	2,00					2,00					2,00	100%		ser
<b>C. Formation</b>		508,00														ser
Ingénieurs et techniciens /d	pers. sema	426,00	6,00													ser
Sensibilisation-démonstration aux bénéficiaires/e	Session	82,00	40,00													ser
<b>D. Etudes et appui technique</b>		2 611,00														ser
Appui technique/f	pers. mois	275,00	7,00					-	1,00				1,00	14%		ser
Etude Plan d'Aménagement du Bassin Ziz-Ghris/g	Unité	1 640,00	1,00					-	0,25	0,25	0,50		1,00	100%		ser
Suivi d'impact/h	prog. annuel	696,00	5,00													ser
<b>II. Coûts de fonctionnement</b>		1 261,00														
<b>A. personnel, entretien et fonctionnement</b>		1 261,00														
Frais de déplacement/i	Forfait	953,00	1,00													ser
Entret.et fonctionnement véhicules	veh/an	217,00	6,00					0,94	1				1,94	32%		smat
Consommables pour équipements informatiques	Forfait	91,00	5,00						1				1,00	20%		smat
<b>DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION VEGETALE</b>		30 786,00														<b>C4</b>
<b>I. Coûts d'investissement</b>		25 965,00														
<b>A. Développement de l'arboriculture et des cultures alternatives/a</b>		10 314,00														
<b>1. Extension de l'arboriculture existante</b>		7 602,00														
Extension de l'arboriculture existante avec subvention FIDA /b	Hectare	3 763,00	520,00	120	36	-		50	117	70			237,00	46%		spa
Extension de l'arboriculture existante sans subvention FIDA /c	Hectare	3 839,00	530,00		32			32	32		125		189,00			spa
Développement de l'arboriculture fruitière au niveau du cercle d'Imilchil	Plants				48					245	175		420,00			
<b>2. Développement d'une arboriculture alternative/d</b>	Hectare	1 609,00	100,00	60		-		5	85	55	40		185,00			spa
<b>3.Mise en place et développement des safranières/e</b>	Hectare	1 103,00	120,00	4	4	-		0,5	2	5			7,50	6%		spa

Royaume du Maroc  
Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 10 au 30 septembre 2013  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

morasse des opérations	Unité	Cout total du projet x1000 DH	Quantité total projet	PTBA 2012 (quantités)	PTBA 2013 (quantités)	Réalisation PTBA 2007	Réalisation PTBA 2008	Réalisation PTBA 2009	Réalisation PTBA 2010	Réalisation PTBA 2011	Réalisation PTBA 2012	Réalisation PTBA 2013 au 30/08/2013	Réalisations cumulées	Réalisation	Observations	
<b>B. Formation</b>		10 397,00														svop
<b>1. Formation des agriculteurs et des jeunes ruraux /f</b>		1 928,00														svop
Formation générale (fiches tech-econ par culture)	Session	281,00	10,00	1				1,00	1,00				2,00	20%		svop
Formation technique en arboriculture et grandes cultures	Session	602,00	21,00	1							2,00		2,00	10%		svop
Formation in situ sur la protection des plantes	Session	199,00	7,00	2		-					2,00		2,00	29%		svop
Formation sur les analyses du sol, des plantes et leurs interprétations	Session	199,00	7,00			-										svop
Voyages d'étude /g	Voyage	647,00	14,00			-			2,00	2,00		1,00	5,00	36%		svop
<b>2. Formation du personnel SPA, SPV, SVOP, et CMV</b>		3 163,00														svop
Formation en gestion et vulgarisation /h	Session	561,00	9,00			-			3,00				3,00	33%		svop
Formation technique /i	Session	1 126,00	18,00			-		2,00	6,00				8,00	44%		svop
Voyages d'étude /j	Voyage	1 476,00	26,00			-		1,00	1,00				2,00	8%		svop
<b>3. Démonstration /k</b>		<b>5 306,00</b>														
<b>a. Démonstrations visant l'amélioration de la protection/l</b>		<b>5 306,00</b>									1,00		1,00			svop
<b>'Essais de démonstrations concernant les productions végétales</b>											1,00		1,00			
Plantations pilotes pour le caroubier et le pistachier	Site	338,00	10,00			-										svop
Plantations pilotes de safraniers	Site	308,00	9,00			-				1,00	2,00		3,00	33%		svop
Démonstration taille et traitement phytosanitaire en arboriculture	Essai	309,00	9,00			-										svop
Essais de démonstration pour céréales	Essai	254,00	9,00			-					2,00		2,00	22%		svop
Essais de démonstration pour les légumineuses et fourrages	Essai	342,00	12,00			-										svop
Démonstration goutte à goutte / m	Hectare	3 086,00	18,00	3	6					6,00		5,00	11,00	61%	83%	coord



Royaume du Maroc  
Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia  
Rapport de supervision - Dates de la mission: du 10 au 30 septembre  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

morasse des opérations	Unité	Cout total du projet x1000 DH	Quantité total projet	PTBA 2012 (quantités)	PTBA 2013 (quantités)	Réalisation PTBA 2007	Réalisation PTBA 2008	Réalisation PTBA 2009	Réalisation PTBA 2010	Réalisation PTBA 2011	Réalisation PTBA 2012	Réalisation PTBA 2013 au 30/08/2013	Réalisations cumulées	Réalisation	Observations	
Matériel pour la production de semences (blé, luzerne, pomme de terre)/n	Pm	669,00	3,00			-										svop
<b>b. Démonstration visant la valorisation de la production agricole (pm) /o</b>	Pm															svop
<b>C. Recherche développement</b>		<b>2 510,00</b>														
Conventions pour recherche développement sur agriculture de montagne/p	Forfait	2 510,00	1,00			-					1,00		1,00	100%		svop
<b>D. Renforcement institutionnel</b>		<b>2 744,00</b>														
<b>1. Aménagement et réhabilitation des locaux des CMVs</b>		-														ser
Réhabilitation des locaux des CMVs (pm/g)	Forfait															ser
<b>2. Appui à la mise en place de la section de l'ANARBOM à Rich/r</b>		<b>164,00</b>														svop
Fourniture de bureau et ordinateur	Forfait	164,00	1,00						1				1,00	100%		smat
<b>3.Véhicules et équipements pour Subdivisions SPA, SPV, SVOP</b>		<b>1 881,00</b>														smat
Véhicule tout terrain/s	Unité	1 050,00	3,00			-										smat
Véhicule légers/t	Unité	284,00	2,00			-										smat
Ordinateurs /u	Unité	109,00	8,00					4,00					4,00	50%		spp
Matériel de bureau audio-visuel et autres /v	Forfait	219,00	1,00			-		0,31					0,31	31%		smat
Equipeement d'un laboratoire "sol et phytiant"/w	Forfait	219,00	1,00			-										svop
<b>4. Renforcement des CMVs et de leurs antennes</b>		<b>699,00</b>														svop
Matériel informatique, de projection et de vulgarisation/x	Lot	354,00	7,00			-	-	-								svop
Production et édition de manuel, brochures, etc.	Forfait	345,00	1,00			0										svop
<b>II. Coûts de fonctionnement</b>		<b>4 821,00</b>														
<b>A. Appui au SPA, SVOP, SPV, et CMVs</b>		<b>3 280,00</b>														

morasse des opérations	Unité	Cout total du projet x1000 DH	Quantité total projet	PTBA 2012 (quantités)	PTBA 2013 (quantités)	Réalisation PTBA 2007	Réalisation PTBA 2008	Réalisation PTBA 2009	Réalisation PTBA 2010	Réalisation PTBA 2011	Réalisation PTBA 2012	Réalisation PTBA 2013 au 30/08/2013	Réalisations cumulées	Réalisation	Observations	
<b>1. Personnel, entretien et fonctionnement SPA, SVOP, SPV</b>		<b>3 280,00</b>														
Frais de déplacement / y	Forfait	1 379,00	1,00			-										svop
véhicules 4 x 4	veh/an	652,00	18,00			-										smat
Véhicules légers	Forfait	434,00	12,00			-										smat
Fournitures de bureau et consommables/z	Forfait	815,00	1,00			-	0,11						0,11	11%		smat
<b>B. Appui aux CMV</b>		<b>1 541,00</b>														
Consommables	bloc bureau	507,00	6,00			-	0,59	1					1,59	27%		smat
Frais de déplacement / aa	Forfait	1 034,00	6,00													
<b>DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE ET DES PARCOURS</b>		<b>19 564,00</b>														<b>C5</b>
<b>I. Coûts d'investissement</b>		<b>16 152,00</b>														
<b>A. Travaux d'infrastructure d'élevage</b>		<b>3 455,00</b>														sel
Aménagement de sources /points d'eau	Unité	1 545,00	25,00	8	4			4	10	8	7		29,00	116%		sel
Bains antiparasitaires	Unité	1 175,00	8,00	2				4	5		5		14,00	175%	Nombre dépassé suite à la concurrence des entreprises	sel
Abris anti-neige/a	Unité	735,00	6,00					2	2		2		6,00	100%		sel
<b>B. Démonstrations de bonnes pratiques de réhabilitation/gestion des parcours</b>		<b>2 638,00</b>														
1. Démonstration des plantations fourragères	Ha	628,00	125,00	20,00	100,00			-	-		10,00		10,00	8%		sel
2. Démonstration de travaux de réhabilitation	Ha	504,00	400,00		300,00			-	-	10,00	10,00		20,00	5%		sel
3. Démonstration de fertilisation de pelouses	Ha	317,00	1 000,00	40,00				-	-	80,00	20,00		100,00	10%		sel
4. Organisation des concours pour gestion des parcours	Concours	35,00	3,00		-			-	1,00		-		1,00	33%		sel
5. Convention de travaux d'expérimentation suivi démonstration et des ressources pastorales	Forfait	1 154,00	1,00	0,20	4,00			-	0,10	0,20	0,20		0,50	50%		sel
<b>C. Promotion de partenariats pour une gestion améliorée des écosystèmes forestiers</b>		<b>2 126,00</b>						-								sel

Royaume du Maroc  
Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia  
Rapport de supervision - Dates de la mission: du 10 au 30 septembre  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

morasse des opérations	Unité	Cout total du projet x1000 DH	Quantité total projet	PTBA 2012 (quantités)	PTBA 2013 (quantités)	Réalisation PTBA 2007	Réalisation PTBA 2008	Réalisation PTBA 2009	Réalisation PTBA 2010	Réalisation PTBA 2011	Réalisation PTBA 2012	Réalisation PTBA 2013 au 30/08/2013	Réalisations cumulées	Réalisation	Observations	
Appui à l'organisation de la coopérative chargée de la valorisation des plantes aromatiques et médicinales/b	Forfait	386,00	1,00					-	-	1,00			1,00	100%		sel
Appui pour financement des équipements et du fond de roulement de la coopérative PAM/C	Forfait	614,00	1,00					-	-	1,00			1,00	100%		sel
Appui à la plantation de bois-énergie et distribution de fours améliorés	Forfait	1 126,00	1,00	0,20	80,00			-	0,10	-	0,40		0,50	50%		sel
<b>D. Développement de l'élevage</b>		<b>2 063,00</b>														
1. Promotion de micro-entreprises d'élevage (pm)	Unité		1,00		13,00			-								sel
<b>2. Amélioration de la conduite ovine, caprine et bovine</b>		<b>2 063,00</b>														sel
Création et encadrement de groupements ANOC/d	Forfait	1 352,00	1,00	0,25	0,25			-	0,25	0,25	0,25		0,75	75%		sel
Actions de démonstration supplémentation/ engraissement /hygiène locaux (p,m) /e	Unité							-								sel
Rétrocession de bédiers /f	Belier	236,00	60,00	-	62,00			10,00	20,00	28,00			58,00	97%		sel
Rétrocession de géniteurs bovins/g	Taureau	339,00	20,00					2,00	3,00				5,00	25%		sel
Organisation des concours d'élevage Ovin D'man	Concours	34,00	3,00		1,00			-	1,00	1,00			2,00	67%		sel
Organisation des concours d'élevage ovin sur parcours	Concours	34,00	3,00					-	1,00	1,00			2,00	67%		sel
Organisation des concours d'élevage caprin	Concours	34,00	3,00					-	1,00	1,00			2,00	67%		sel
Organisation des concours d'élevage bovin	Concours	34,00	3,00					-	1,00	1,00			2,00	67%		sel
<b>E. Renforcement de la santé animale</b>		<b>1 587,00</b>														sel
1. Prophaxie (p.m) / h	Forfait		1,00	-				0,33	0,33	0,33			0,99	99%		sel
<b>2. Lutte contre la varroase des abeilles/i</b>		<b>1 587,00</b>														sel
Traitement de ruches traditionnelles	Ruches	816,00	11 945,00	-	2 000,00			2 389,00					2 389,00	20%		sel

Royaume du Maroc  
Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 10 au 30 septembre 2013  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

morasse des opérations	Unité	Cout total du projet x1000 DH	Quantité total projet	PTBA 2012 (quantités)	PTBA 2013 (quantités)	Réalisation PTBA 2007	Réalisati on PTBA 2008	Réalisation PTBA 2009	Réalisati on PTBA 2010	Réalisation PTBA 2011	Réalisation PTBA 2012	Réalisation PTBA 2013 au 30/08/2013	Réalisations cumulées	Réalisation	Observati ons	
Traitement de ruches modernes	Ruches	771,00	5 550,00	-	4 000,00			600,00	1 000,00	1 000,00			2 600,00	47%		sel
<b>F.Renforcement institutionnel</b>		<b>1 601,00</b>														
<b>1.Véhicules et équipements/j</b>		<b>1 476,00</b>														
Véhicules p.up doubcab	Unité	568,00	2,00			-										smat
Véhicules tout terrain 4 x4	Unité	700,00	2,00			-										smat
GPS /K	Unité	35,00	8,00					3,00	2,00				5,00	63%		sel
Unités informatiques /I	Unité	105,00	8,00					1,00	2,00				3,00	38%		spp
Mobilier de bureau / m	Bureau	68,00	1,00						1,00				1,00	100%		smat
<b>2. Matériel</b>		<b>125,00</b>														sel
Matériel pour évaluation de la végétation /n	Forfait	92,00	1,00					0,30					0,30	30%		sel
Matériel vétérinaire/o	Forfait	33,00	1,00					-								sel
<b>G. Recherche développement études, et transfert de technologie</b>		<b>726,00</b>														
Etude sur la transhumance et des modalités d'exploitation des parcours (p.m)/p	Forfait															sel
Etude de caractérisation et de mise à niveau de l'élevage caprin (p.m)/q	Forfait															sel
Appui en amélioration génétique/r	pers. mois	98,00	2,50	-				-								sel
Appui aux apiculteurs/s	Forfait	224,00	1,00					-								sel
Appui pour de bonnes pratiques de réhabilitation/gestion des parcours/t	pers. mois	97,00	2,50					-								sel
Analyses fourragères/u	Forfait	57,00	1,00					-								sel
Appui en matière d'énergies renouvelables/v	pers. mois	137,00	3,50					-	3,50				3,50	100%		sel
Publication de référentiels et brochures/w	Forfait	113,00	1,00					-								sel
<b>H. Formation</b>		<b>1 956,00</b>														
<b>1. Formation des cadres des services techniques/x</b>		<b>1 581,00</b>														sel
Ingénieurs	Session	542,00	8,00	-				-	-	1,00	1,00		2,00	25%		sel
Vétérinaires	Session	542,00	8,00					-								sel
Techniciens	Session	497,00	8,00	-				-	-		1,00		1,00	13%		sel
<b>2. Formation des bénéficiaires</b>		<b>375,00</b>														sel
Session de formation (p.m)/y	Session							-								sel
Apprentissage (p.m)/z	Participant							-								sel

Royaume du Maroc  
Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia  
Rapport de supervision - Dates de la mission: du 10 au 30 septembre  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

morasse des opérations	Unité	Cout total du projet x1000 DH	Quantité total projet	PTBA 2012 (quantités)	PTBA 2013 (quantités)	Réalisation PTBA 2007	Réalisation PTBA 2008	Réalisation PTBA 2009	Réalisation PTBA 2010	Réalisation PTBA 2011	Réalisation PTBA 2012	Réalisation PTBA 2013 au 30/08/2013	Réalisations cumulées	Réalisation	Observations	
Voyages d'étude / aa	Voyage	340,00	15,00	1,00				-	1,00	1,00	1,00		3,00	20%		sel
Journées de démonstration /bb	Journée	35,00	17,00					-	1,00				1,00	6%		sel
<b>II. Coûts de fonctionnement</b>		<b>3 412,00</b>														
<b>A. Personnel, entretien et fonctionnement</b>		<b>3 412,00</b>														sel
Frais de déplacement /cc	Forfait	1 640,00	1,00					-								sel
Véhicule 4 x4	veh/an	869,00	24,00			-										smat
Consommables de bureaux/dd	bur/an	724,00	30,00			-		1,24					1,24	4%		smat
Achats de documents techniques	Forfait	179,00	1,00					-								sel
<b>I. Coûts d'investissement</b>		<b>9 673,00</b>														
<b>A. Véhicules</b>		<b>1 850,00</b>														
Véhicules tout-terrain/a	Unité	1 708,00	5,00				4	1					5,00	100%		smat
Véhicules légers	Unité	142,00	1,00			-										smat
<b>B. Equipement de bureau /b</b>		<b>455,00</b>														
Unité informatiques/c	Unité	105,00	8,00				-	3,00					3,00	38%		spp
Acquisition de logiciels de développement d'applications	forfait	131,00	1,00				-	-								spp
Matériel SIG	Unité	66,00	1,00													ser
Mobilier de bureau	Lot	109,00	5,00					2,2	1				3,20	64%		smat
Photocopieuses	Unité	44,00	2,00					4					4,00	200%	Prévu 2 grands photocopieurs contre 4 photocopieurs moyens achetés	smat
<b>C. Personnel contractuel/d</b>		<b>5 475,00</b>														
Spécialise en microfinance	per.année	1 655,00	6,00	1		-				0,54	1,00	0,60	2,14	36%		svop
Spécialise en microentreprise et en valorisation des produits du terroir	per.année	1 655,00	6,00	1		-				0,54	1,00	0,50	2,04	34%		svop
Sociologue	per.année	2 165,00	8,00	1		-	0,50	1,00	1,00	1,00	1,00	0,60	5,10	64%		svop
<b>D. Activités de suivi-évaluation</b>		<b>1 272,00</b>														
Atelier de démarrage du projet	Forfait	55,00	1,00				1,82	1,09					2,91	291%		spp
Enquêtes base	Forfait	219,00	1,00					0,50	0,50				1,00	100%		spp
Mise en place du système de S&E/e	per.année	77,00	2,00													spp
Etudes d'impact/f	Forfait	234,00	1,00								1,00		1,00	100%		spp

Royaume du Maroc  
Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 10 au 30 septembre 2013  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

morasse des opérations	Unité	Cout total du projet x1000 DH	Quantité total projet	PTBA 2012 (quantités)	PTBA 2013 (quantités)	Réalisation PTBA 2007	Réalisation PTBA 2008	Réalisation PTBA 2009	Réalisation PTBA 2010	Réalisation PTBA 2011	Réalisation PTBA 2012	Réalisation PTBA 2013 au 30/08/2013	Réalisations cumulées	Réalisation	Observations	
Enquêtes anthropométriques	Forfait	344,00	3,00						1,00		1,00		2,00	67%		spp
Enquêtes sur l'accumulation des biens	Forfait	343,00	3,00						1,00		1,00		2,00	67%		spp
<b>E- Centre de documentation</b>		<b>621,00</b>														
Photocopieuses	Unité	22,00	1,00													
Dotation d'ouvrages spécialisés	Forfait	113,00	2,00													spp
Adoption Karianet/g	Forfait	486,00	1,00					0,14					0,14	14%		spp
<b>II. Coûts de fonctionnement</b>		<b>5 179,00</b>														
<b>A. Personnel, entretien et fonctionnement</b>		<b>5 179,00</b>														
Frais de déplacement/h	Forfait	2 682,00	6,00			1	0,16	1,00	1,00				3,16	53%		coord
Entret et fonctionnement véhicules	veh/an	1 505,00	42,00			14,01	3,98	5,6	1				24,59	59%		smat
Entretien et réparation matériel bureau	Forfait	183,00	15,00					0,9					0,90	6%		smat
Entretien et réparation matériel informatique	Forfait	133,00	22,00				-	-	2,00				2,00	9%		spp
Entretien et réparation matériel informatique	Forfait	133,00	12,00				-	-								spp
Consommables bureaux/j	bur/an	543,00	30,00			5,00	17%			smat						
<b>I. Coûts d'investissement</b>		<b>10 762,00</b>														
<b>A.Promotion de la micro-entreprise</b>		<b>10 342,00</b>														
<b>1, Etude et formation</b>		<b>2 406,00</b>														
Etude sur les potentialités/contraintes des micro-entreprises (ME) et identification ME porteuses/a	Unité	219,00	1,00						0,50	0,50			1,00	100%		svop
Prospection et identification des sites pour tourisme	Forfait	214,00	1,00					1,00					1,00	100%		svop
Etudes de filières/b	Etude	663,00	6,00							9,00			9,00	150%	Prévu 6 essais contre 9 réalisés	svop
Formation /c	Forfait	451,00	4,00	1				0,60	0,80		1,00		2,40	60%		svop
Formation démonstration/d	Unité	445,00	8,00	2							1,00		1,00	13%		svop
Voyages d'étude de visite de foires et location de stands /e	Forfait	414,00	6,00	1				1,00					1,00	17%		svop
<b>2. Appui à la mise en œuvre des projets de micro-entreprises</b>		<b>4 796,00</b>														svop

Royaume du Maroc  
Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia  
Rapport de supervision - Dates de la mission: du 10 au 30 septembre  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

morasse des opérations	Unité	Cout total du projet x1000 DH	Quantité total projet	PTBA 2012 (quantités)	PTBA 2013 (quantités)	Réalisation PTBA 2007	Réalisati on PTBA 2008	Réalisation PTBA 2009	Réalisati on PTBA 2010	Réalisation PTBA 2011	Réalisation PTBA 2012	Réalisation PTBA 2013 au 30/08/2013	Réalisations cumulées	Réalisation	Observati ons	
Appui aux filières avec les associations régionales et locales/f	Forfait	2 677,00	6,00			0										svop
Partenariat financier pour la mise en place de fonds communautaires/g	Forfait	1 780,00	8,00			-										svop
Démonstrations pour ensachage des amandes/h	Unité	113,00	4,00			-			1,00				1,00	25%		svop
Démonstrations pour séchage et ensachage des pruneaux et abricots/i	Unité	113,00	4,00								1,00		1,00	25%		
démonstration pour séchage et ensachage des pruneaux et abricots	Unité	113,00	1,00			-										svop
<b>3. Programme de développement des micro et petites Entreprises Rurales (MPER)</b>		<b>390,00</b>														
Acquisition des équipements et matériels, Construction et aménagement, achat des brebis D'man et chèvres laitières,...	Forfait	390,00	1,00	1	60	-										spa
<b>4. Dispositif d'appui conseil</b>		<b>2 750,00</b>														
Dispositif d'appui conseil pour la micro-entreprise/r	Forfait	2 750,00	1,00			-					1,00		1,00	100%		svop
<b>B. Appui Technique à l'UCP</b>		<b>420,00</b>														
Appui technique en matière de promotion de micro-Entreprises/s	session	256,00	1,50			-	-	-	0,24		-		0,24	16%		svop
Suivi évaluation	homme/ mois	164,00	4,00													spp
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>216 376,00</b>														

## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

**Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds**

Bailleur de fonds	Préévaluation (en milliers d'USD)	Décaissements (en milliers d'USD)	Pourcentage décaissé
Prêt FIDA	18 263	8 492	46,5%
Don FIDA	494	371	75,1%
Cofinancier	718	0	—
Gouvernement	7 570	3986	52,7%
<b>Total</b>	<b>27 045</b>	<b>12849</b>	<b>47,5%</b>



Royaume du Maroc

Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia

Rapport de supervision - Dates de la mission: 10 au 30 septembre 2013

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

**Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)**

Composante	Prêt du FIDA Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Don du FIDA Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Cofinancier Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Gouvernement Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Contribution national 1 Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Total Pré-évaluation	Réalisé effective	%
<b>1.Renforcement des capacités locales</b>	1 734	1794	103							1180	472	40				2914	2266	78
<b>2. Amélioration des conditions de vie et augmentation des revenus:</b>																		
2-1. Protection des terres et des infrastructures	4 960	4263	86							896	891	99				5856	5154	88
2-2. Désenclavement	Non financée sur le projet																	
2-3. Adduction en eau potable	Non financée sur le projet																	
2-4. Développement de l'irrigation et promotion de l'économie de l'eau	5 848	6665	114							1363	1494	109	537			7748	8159	105
2-5. Développement de la production végétale	1 685	1432	85							1756	428	24	181			3622	1860	51
2-6. Développement de l'élevage et des parcours	1 320	1180	89	60	58	97				922	280	30				2302	1518	66
Sous total 2	13 813	13540	98	60	58	97				4937	3093	63	718			19528	16691	85
3.Diversification des revenus	1 949	867	34	434	309	71				472	235	50				2855	1411	49
4. Coordination et gestion du projet	767	924	120							981	482	49				1748	1406	80
<b>TOTAL</b>	<b>18 263</b>	<b>17125</b>	<b>94</b>	<b>494</b>	<b>367</b>	<b>74</b>				<b>7570</b>	<b>4282</b>	<b>57</b>	<b>718</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>27045</b>	<b>21774</b>	<b>81</b>

**Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 31/8/2013)**

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de décaissement	Solde	Décaissement (%)
I	Travaux	6150		3223,97	769,33	2926,03	52,42
II	Appui aux coopératives PAM		40	35,51		4,49	88,78
III	Appui au développement des MPER d'artisanat, Maasras, embouteillage et écotourisme		285	206,59	23,69	78,41	72,5
IV	Equipement et matériel						
IV A	Pour démonstration goutte-à-goutte	200			74,68	200	0
IV B	Pour rétrocession géniteurs bovins	20		24,16		-4,16	120,79
IV C	Autres équipements et matériel	1130		709,72	37,88	420,28	62,81
V	Formation, animation et contrats de services						
V A	Gestion améliorée des écosystèmes forestiers	40		4,98	3,36	35,02	12,46
V B	Autres formations, animation et contrats de services	3320		1577,89	173,53	1742,11	47,53
VI	Dépôt initial				0		
VI	Non alloué	1090				1090,00	
<b>Total</b>		<b>11950</b>	<b>325</b>	<b>5782,82</b>	<b>1082,47</b>	<b>6492,18</b>	<b>47,11</b>
Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de décaissement	Solde	Décaissement (%)

**Tableau 5D: Prévision d'engagement par catégorie et proposition de réajustement**

Catégorie	Intitulé de la catégorie	Montant Prévu du Prêt en DTS	Montant prévu du Don en DTS	Montant du Prêt et Don en DH (1DTS=12,87Dh)	Crédits mis en place	%	Engagements	%	Différence / Crédits en place	Différence / Engagements	Observation
C1	Travaux	6 150 000,00		79 150 500,00	121 007 989,51	152	107 455 882,88	135	-41 857 489,51	-28 305 382,88	
C2	Appui aux coopératives PAM		40 000,00	617 760,00	597 920,00	96	597 920,00	96	19 840,00	19 840,00	
C3	Appui au développement des MPER d'artisanat, Maasras, embouteillage et écotourisme		285 000,00	4 401 540,00	3 291 369,00	74	2 007 774,44	45	1 110 171,00	2 393 765,56	Un montant de 1.200.000,00 devra être viré de C4c à la C3.
C4a	Equipement et matériel pour démonstrations goutte à goutte	200 000,00		3 088 800,00	4 321 176,00	139	1 658 166,96	53	-1 232 376,00	1 430 633,04	
C4b	Equipement et matériel pour rétrocession géniteurs bovins	20 000,00		308 880,00	626 560,00	202	323 480,00	104	-317 680,00	-14 600,00	
C4c	Equipement et matériel: autres équipements et matériel	1 130 000,00		17 451 720,00	31 515 718,37	180	16 137 900,06	92	-14 063 998,37	1 313 819,94	Un montant de 3.000.000dh devra être viré du C4c à C5b pour l'engagement de conventions avec les associations pour le développement de la micro- entreprise
C5a	Formation, animation et contrats de services: gestion améliorée des écosystèmes forestiers	40 000,00		617 760,00	1 570 896,00	254	1 053 284,80	170	-953 136,00	-435 524,80	
C5b	Formation, animation et contrats de services: autre formation et contrats de services	3 320 000,00		51 274 080,00	51 329 966,60	100	37 234 458,00	72	-55 886,60	14 039 622,00	
C6	Non alloué	1 090 000,00		16 820 880							Non alloué sera affecté selon les besoins des catégories tout en respectant le programme prévu et réajusté par la MEMP
	Total	11 950 000,00	325 000,00	173 731 920,00	214 261 595,48	113	166 468 867,14	87	-57 350 555,48	-9 557 827,14	

## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
Section 2.03	L'Emprunteur doit ouvrir et administrer un compte spécial du prêt en MAD; le Fonds doit faire un versement initial représentant l'équivalent de 600 000 USD	2008	L'Emprunteur a renoncé à l'ouverture du compte	
Section 2.04	L'Emprunteur doit ouvrir et administrer un compte spécial du don en MAD; le Fonds doit faire un versement initial représentant l'équivalent de 100 000 USD	2008	L'Emprunteur a renoncé à l'ouverture du compte	
Section 3.04	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'appendice 4		Respecté	Quelques insuffisances persistent
Section 5.02, Section 11.10 b)	Présentation du rapport d'audit au FIDA	Avant juin de chaque année	Audit réalisé en avril 2010 pour les années 2007, 2008, 2009; mai 2011 pour l'année 2010, juin 2012 pour l'année 2011 et juin 2013 pour 2012.	
Section 4.02	Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités	30 juin et 31 décembre de chaque année	Des rapports semestriels et annuels sont établis en interne mais ne sont pas envoyés au FIDA.	Les rapports ne sont pas transmis malgré la demande formulée par les missions du FIDA
Section 3.02	Le PTBA doit être soumis au FIDA pour examen et observations, 90 jours au plus tard avant le début de l'exercice	Après examen du CNP	Le PTBA 2013 en été envoyé dans les délais mais la version définitive n'a été approuvée qu'en début 2013le FIDA. Le projet de PTBA 2014n'est pas encore élaboré	Le PTBA 2013 a fait l'objet d'observations de la part du FIDA qui ont été satisfaites par la DP
Section 4.03	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	Courant 2012	L'étude d'impact à mi-parcours a été réalisée par un BE	

Maroc

Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia

Rapport de supervision - Dates de la mission: 10 au 30 septembre 2013

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Appendice 3, page 24, par. 5	L'Emprunteur prend en charge l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services nécessaires au projet.	Respecté	Les impôts et taxes sont pris en compte et comptabilisés distinctement
------------------------------	--	----------	--

## Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

### Apprentissage

---

Les sessions de formation, axées sur la complémentarité savoir et savoir-faire, en renforçant les aspects pratiques, cadrent mieux avec les niveaux éducationnels des bénéficiaires. Ceci permet un transfert plus sûr des pratiques et plus de facilité pour les agriculteurs à adopter les techniques démontrées. Des producteurs de pommes et de safran ont commencé à adopter certaines techniques développées dans les formations et démonstrations.

L'élaboration d'un manuel d'alphabétisation fonctionnelle axé sur les activités agricoles constitue un bon support bien conçu et innovateur pour certaines activités du secteur agricole. Il a été multiplié pour une distribution locale. Néanmoins, vu son utilité il pourrait être utilisé dans les autres projets du FIDA surtout pour les groupements et les coopératives des AGR et des micro-entreprises;

L'introduction du safran et les formations qui l'ont accompagné ont permis aux agriculteurs d'apprendre et adopter l'itinéraire technique de base nécessaire pour la réussite de la culture. Bien entendu, des compléments de formation sont encore nécessaires pour améliorer les connaissances et pratiques des producteurs;

Les visites des agriculteurs aux parcelles d'essais de démonstrations du goutte à goutte et des filets para-grêle ont permis aux bénéficiaires de comprendre l'importance de ces techniques dans la gestion efficiente et l'économie de l'eau et dans la protection des productions contre les aléas climatiques, notamment la grêle.

La prise en charge par les producteurs de la partie transformation de leur production, dans le cas des micro-entreprises d'huile d'olive, de séchage de prunes et de jus et de vinaigre de pommes, leur a permis de se confronter aux problèmes technique de la transformation et aux aspects relatifs au stockage et la commercialisation des produits transformés et à la gestion courante de l'unité. Ceci a permis à ces groupes de se rendre compte de l'ampleur des dimensions de la gestion technique et de la commercialisation et d'être mieux prédisposés à un accompagnement de proximité.

### Innovation

---

L'instauration d'un diamètre déterminé au niveau de la vanne de sortie de l'eau à la parcelle va permettre des économies d'eau par la régulation des débits d'eau d'irrigation déversée dans la parcelle.

L'adaptation innovante du goutte à goutte dans les parcelles de démonstration aux systèmes de cultures associées « arboriculture/cultures annuelles » pratiqués par les agriculteurs va permettre d'irriguer simultanément les arbres fruitiers et les cultures annuelles de façon plus efficiente (sans excès ni déficit hydrique) tout en respectant les besoins en eau de chaque spéculation.

---

## Appendice 8: Cadre des résultats du projet par rapport aux indicateurs du COSOP

Alignement sur la stratégie du pays	Principaux résultats visés par le COSOP			Objectifs institutions/politiques publiques	PDRME à la supervision 2013 (fin septembre)	
	Objectifs stratégiques du COSOP	Indicateurs de résultats1)	Indicateurs intermédiaires1)	Attentes politiques/institutionnelles spécifiques	Indicateurs de résultats1	Indicateurs intermédiaires1)
Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) Plan Maroc Vert (PMV)						
1.1 INDH: appropriation des projets et des interventions par les communautés rurales et les acteurs de développement local. 1.2 PMV: mise à niveau solidaire du tissu social et agrégation communautaire en milieu rural.	OS I: Renforcer la participation des communautés rurales dans le processus de développement.	<ul style="list-style-type: none"> <li>50% des organisations de base participent à la planification, programmation et mise en œuvre de leurs plans de développement communautaire.</li> <li>10% des organes de direction des associations et coopératives sont dirigés par des femmes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Communautaires sont créées</li> <li>4500 organisations communautaires (PDC) sont approuvés.</li> <li>250 organisations communautaires tiennent régulièrement leurs assemblées générales.</li> <li>5 000 femmes et filles reçoivent une formation en techniques de production, de gestion et de prise de décision.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les acteurs nationaux et les partenaires extérieurs adoptent la programmation participative et renforcent la synergie et la coordination dans le cadre de leurs programmes de lutte contre la pauvreté rurale au Maroc.</li> <li>Le MAPM met en place une Unité centrale de coordination et de gestion des projets et renforce leurs cellules de suivi-évaluation et leur réseau.</li> <li>Le Gouvernement affecte des ressources financières et humaines suffisantes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>70% des organisations de base participent à la mise en œuvre des actions.</li> <li>44% des organes de direction des associations et coopératives sont dirigés par des femmes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>101 organisations communautaires sont créées dans le cadre du projet</li> <li>135 Plans de développement des ksours (PDK) sont élaborés et validés.</li> <li>165 organisations communautaires tiennent régulièrement leurs assemblées générales.</li> <li>2119 femmes ont bénéficiés du programme d'alphabétisation</li> </ul>

Alignement sur la stratégie du pays	Principaux résultats visés par le COSOP			Objectifs institutions/politiques publiques	PDRME à la supervision 2013 (fin septembre)	
	Objectifs stratégiques du COSOP	Indicateurs de résultats1)	Indicateurs intermédiaires1)		Indicateurs de résultats1	Indicateurs intermédiaires1)
<b>Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) Plan Maroc Vert (PMV)</b>						
2.1 INDH: renforcement du microcrédit au niveau rural et création des activités génératrices de revenus stables et d'emplois. 2.2 PMV: engagement massif du secteur financier (bancaire et microcrédit) vers le milieu rural.	OS II: Promouvoir l'accès des ruraux pauvres notamment des femmes et des jeunes, à des services financiers adaptés et durables.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 Associations de microcrédit (AMC) nationales, sont opérationnelles dans les zones des projets.</li> <li>• Au moins 25% de femmes et de jeunes ciblés par les projets ont bénéficié d'un microcrédit.</li> <li>• 70% des femmes et 60% des jeunes ayant développé de nouvelles activités agricoles, para agricoles ou non agricoles ont bénéficié de microcrédit.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au moins deux nouveaux produits financiers et des conditions d'octroi adaptés aux cycles de production sont diffusés par les AMC.</li> <li>• 10% de femmes et de jeunes ciblés par les projets ont bénéficié d'un microcrédit à mi-parcours du COSOP.</li> <li>• 80% des femmes et des jeunes bénéficiaires de microcrédit ont reçu une formation en gestion des investissements.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le cadre juridique du microcrédit a évolué pour fournir des produits financiers adaptés (épargne, micro-assurance) dans le cadre d'un dialogue entre le Gouvernement d'une part et le FIDA et autres bailleurs d'autre part.</li> <li>• Mise en place par le FIDA de mécanismes pour le financement direct des institutions de microfinance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 Antennes de microcrédit (AMC) nationales, sont opérationnelles dans les zones du projet.</li> <li>• 743 des bénéficiaires ciblés par le projet ont bénéficié d'un Microcrédit</li> <li>• 18% des femmes et 50% des jeunes ayant bénéficié de Microcrédit ont développé de nouvelles activités agricoles,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au moins trois nouveaux produits financiers et des conditions d'octroi adaptés aux cycles de production sont en cours de diffusion par l'AMC.</li> </ul>



Alignement sur la stratégie du pays	Principaux résultats visés par le COSOP			Objectifs institutions/politiques publiques	PDRME à la supervision 2013 (fin septembre)	
Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) Plan Maroc Vert (PMV)	Objectifs stratégiques du COSOP	Indicateurs de résultats1)	Indicateurs intermédiaires1)	Attentes politiques/institutionnelles spécifiques	Indicateurs de résultats1	Indicateurs intermédiaires1)
3.1 INDH: accès aux équipements et services sociaux de base par les populations des Communes rurales les plus démunies. 3.2 PMV: intensification et valorisation des activités agricoles de 300 000 petits agriculteurs et éleveurs.	OS.III. Promouvoir l'accès à l'eau et aux techniques agricoles améliorées.	<ul style="list-style-type: none"> <li>75% des projets d'accès à l'eau par la petite et moyenne hydraulique (PMH) retenus, ont été réalisés.</li> <li>80% des infrastructures de PMH sont gérées et entretenues par des associations d'usagers.</li> <li>30% d'agriculteurs utilisant des infrastructures de PMH, enregistrent une augmentation des rendements de 30% et développent des activités de valorisation de leurs produits.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>150 associations d'usagers sont opérationnelles.</li> <li>6000 agriculteurs ont participé aux activités de formation et de vulgarisation</li> <li>3000 femmes ont accès à des pratiques agricoles améliorées (sarclage, petits ruminants, apiculture, aviculture)</li> <li>Au moins 10 conventions lient les projets avec les agents de l'innovation (Instituts de formation et de recherche et les fondations).</li> <li>La valorisation de 5 produits a été appuyée par les projets.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Gouvernement renforce la recherche-développement dans les zones de PMH vulnérables et pour des filières de la petite agriculture.</li> <li>Le Gouvernement a mis en application la nouvelle législation concernant l'agriculture biologique et la labellisation, notamment pour les produits des zones marginalisées</li> <li>Adoption par le Gouvernement de mesures incitatives en faveur de la valorisation des produits agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>80% des projets d'accès à l'eau par la petite et moyenne hydraulique (PMH) retenus, ont été réalisés.</li> <li>90% des infrastructures de PMH sont gérées et entretenues par des associations d'usagers.</li> <li>50% d'agriculteurs utilisant des infrastructures de PMH, enregistrent une augmentation des rendements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>68 AUEA sont opérationnelles.</li> <li>11 essais de démonstration en goutte à goutte sont réalisés dont deux en filet anti grêle</li> <li>5260 agriculteurs ont participé aux activités de formation et de vulgarisation (dont 2150 femmes)</li> <li>Au moins 11conventions lient le projet avec les agents de l'innovation (Instituts de formation et de recherche et les fondations). Et au moins 75 conventions avec les ONG</li> <li>700 femmes ont accès à des pratiques agricoles améliorées (apiculture, élevage Dman, ...)</li> <li>La valorisation de 6 produits (amandes, pommes, prunes, olives, PAM, miel) a été appuyée par le projet.</li> <li>Introduction de nouvelles cultures de rente notamment le safran.</li> </ul>